

l'Anticapitaliste

n°374 | 9 mars 2017 — 1,20 €

**AVEC
PHILIPPE
POUTOU**



**FAIRE ENTENDRE
NOS COLÈRES,
NOS EXIGENCES**

Dossier

**FN: le parti
«nanti-système»**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**La pollution et la pauvreté
tuent les enfants**

Page 2

PREMIER PLAN

**Syrie: le peuple syrien
résiste dans le chaos**

Page 2



PREMIER PLAN

**Marche du 19 mars: c'est
maintenant que ça se joue!**

Page 3

LIBRE EXPRESSION

**Francis Judas sur le combat
contre l'amiante**

Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

La pollution et la pauvreté tuent les enfants

On le sait confusément, mais à chaque nouveau rapport, la réalité apparaît dans toute sa brutalité. Aujourd'hui, c'est l'Organisation mondiale de la santé qui publie deux documents : « *Un monde durable en héritage : un Atlas de la santé infantile et de l'environnement* » et « *Ne polluez pas mon avenir ! L'impact environnemental sur la santé infantile* ». On y apprend que plus de 16 000 enfants de moins de cinq ans meurent encore chaque jour. Plus d'un de ces décès sur quatre est attribuable à la pollution de l'environnement. Chaque année, les risques environnementaux – pollution de l'air intérieur et extérieur, tabagisme passif, insalubrité de l'eau, manque de moyens d'assainissement et d'hygiène – entraînent le décès de 1,7 million d'enfants de moins de 5 ans. Les diarrhées, le paludisme et les pneumonies qui représentent les premières causes de mortalité infantile pourraient être drastiquement réduites par un accès plus équitable à l'eau potable et aux combustibles propres. Ces rapports révèlent aussi que, à ces causes connues peu et mal combattues, viennent s'en ajouter de nouvelles.

Les déchets électroniques et électriques, comme les téléphones portables usagés, mal ou pas recyclés, exposent les enfants à des toxines qui peuvent entraîner une diminution des aptitudes cognitives, des lésions pulmonaires ou un cancer. La quantité de ces déchets aura augmenté de 19 % entre 2014 et 2018, pour atteindre 50 millions de tonnes. De même, les enfants sont exposés aux substances chimiques telles que le fluor, le plomb et le mercure, les pesticides, les polluants organiques persistants et d'autres substances présentes dans les biens manufacturés et qui se retrouvent finalement dans la chaîne alimentaire. Les expositions aux polluants agissent sur les jeunes enfants qui sont particulièrement vulnérables car leurs organes et leur système immunitaire sont en cours de développement, mais aussi en accroissant les risques d'affection respiratoire chronique, d'accident vasculaire cérébral et de cancer tout au long de la vie. Ni une fatalité ni un problème du passé, la mortalité infantile est l'une des conséquences dramatiques des inégalités sociales et environnementales et un plaidoyer pour une écologie des pauvres, un écosocialisme internationaliste.

En effet, pendant que les gros candidats peuvent mener leur campagne sans contrainte – hormis c'est vrai celles et ceux qui sont visés par la police ou la justice – nous sommes en pleine galère de recherche des parrainages qui absorbe, depuis des semaines, des mois, beaucoup de nos forces. Oui, nous essayons encore une fois de passer à travers les mailles du filet antidémocratique, des mailles à chaque fois plus fines... Mais malgré nos difficultés, nous y croyons et nous y mettons toute notre énergie, particulièrement motivés pour participer à ce « banquet » de la présidentielle où visiblement nous ne sommes pas conviés.

Car les affaires de corruption qui frappent Fillon et Le Pen rendent encore plus urgent d'être présents pour faire entendre une voix réellement « antisystème »... capitaliste ! La campagne est dominée voire écrasée par l'arrogance de ces candidats qui disent avoir rendez-vous avec le peuple... alors que c'est le pouvoir qui est leur unique obsession. Eux confondent leur nombril avec l'intérêt de la collectivité et leurs affaires avec l'argent public, eux se croient tout permis, affichent leur arrogance, leur mépris social, leur richesse, leurs privilèges, sans honte et sans scrupule.

Folie d'une campagne, aberration d'un système

C'est une campagne complètement folle, à l'image donc de ces candidats obsédés par eux-mêmes et par le pouvoir, à l'image d'une société elle aussi complètement folle, profondément injuste et violente. Car les mœurs du monde des politiciens que l'on voit aujourd'hui à l'œuvre, c'est un échantillon de celui des capitalistes qui possèdent l'économie, qui s'en servent pour défendre leurs intérêts privés et égoïstes. Les profits et les dividendes explosent, les fortunes des plus riches continuent d'augmenter, cela sans compter l'ampleur de la fraude fiscale, des centaines de milliards d'euros planqués dans les paradis fiscaux.

Car la classe dominante se gavent de richesses pendant que les politiciens à son service justifient et appliquent des politiques d'austérité. Ce système est une aberration : il provoque chômage, pauvreté, inégalités sociales, destruction des droits sociaux et de

À la Une

Faire entendre nos colères, nos exigences

« On n'abandonnera pas, on ne se retirera pas, on ira jusqu'au bout »... Nous aussi, on l'affirme haut et fort, sauf que tout ne dépend pas que de nous !



l'environnement... Rien ne résiste à son rouleau compresseur. Et les inégalités explosent, tout comme la violence sociale qui prend plusieurs formes : l'indécence des fortunes et des gaspillages, le démantèlement des services publics, les préjugés réactionnaires (racismes, sexisme, homophobie...), les galères de la précarité et les souffrances au travail, la pollution, les projets destructeurs... Et enfin, la répression policière et judiciaire contre toutes les formes de contestation, en particulier la répression dans les quartiers populaires qui tuent régulièrement des jeunes. Jusqu'à quand ?

Ne pas se résigner, résister !

Partout, l'ambiance est dominée par le ras-le-bol, l'écœurement, mais aussi malheureusement par

une résignation terrible. Un peu comme si la population commençait à s'habituer au pire, à une société policière, à une triche et une malhonnêteté inévitable, à des reculs sociaux devant lesquels nous serions toutes et tous impuissants. Dans ce contexte, on le sait, cette campagne électorale ne changera pas la situation, mais il y a quelque chose à y faire. Au-delà du programme anticapitaliste que nous voulons y défendre, il nous appartient de faire vivre une perspective de résistances, de luttes sociales, de révolte, contre une société de plus en plus insupportable.

À l'image de ce que nous avons vécu lors des Nuits debout l'année passée, nous voulons faire vivre les aspirations à une véritable démocratie directe pour toute la population, à un

monde solidaire, pour les avancées sociales, contre la surexploitation et la rapacité patronale, pour l'égalité des droits, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, pour l'ouverture des frontières. On le voit, plus que jamais, nous avons toutes les raisons de nous révolter contre ce système. Cette campagne est donc l'occasion d'aider à redonner confiance aux forces de notre camp social. Et d'affirmer que nous avons besoin d'une nouvelle force pour nous représenter. Un parti qui représente nos intérêts, un outil pour nos luttes quotidiennes, pour porter notre projet : l'utopie assumée d'un autre monde débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions, écosocialiste, internationaliste.

Philippe Poutou

SYRIE

Le peuple syrien résiste dans le chaos

Les discussions de « Genève IV » sur l'avenir de la Syrie se sont achevées en fin de semaine passée avec peu d'avancées concrètes, pendant que sur le terrain les affrontements continuent...



L'armée de Bachar dans les ruines de Palmyre. Et maintenant ? DR

Ces « négociations de paix » sous l'égide de l'ONU ont mis face-à-face le régime et différents acteurs de l'opposition : le Haut Comité des négociations (HCN), principale délégation de l'opposition, et des opposants proches de la Russie, le « Groupe du Caire » et le « Groupe de Moscou ». Une fois réaffirmées les divergences de fond, les discussions se sont conclues le 3 mars avec l'acceptation d'un « agenda clair » incluant quatre points : la lutte contre le terrorisme, la gouvernance – thème flou pour évoquer une transition politique –, la Constitution et les élections. L'ONU prévoit un nouveau rendez-vous en mars.

Parallèlement, mardi 28 février, la Russie et la Chine ont mis à l'ONU

leur veto à des sanctions contre le régime Assad pour l'utilisation d'armes chimiques. C'est la septième fois que Poutine utilise son veto pour protéger le régime de Bachar el-Assad, rejoint par la Chine pour bloquer six de ces sept résolutions. La nouvelle proposition de sanctions suivait une enquête conjointe menée par les Nations unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui avait conclu en octobre que le régime syrien avait mené au moins trois attaques avec des armes chimiques en 2014 et 2015. Les enquêteurs ont déterminé que les djihadistes du groupe État

BIEN DIT

Un pouvoir exécutif sans contrainte ni contrôle est indicateur de dictature en général, plutôt que de fascisme en particulier. L'étiquette « fasciste » occulte en effet le libertarisme économique et social de Trump. Appelons les choses par leur nom : le régime de Trump est une ploutocratie.

L'historien américain ROBERT O. PAXTON, spécialiste de la France de Vichy, dans une tribune publiée par le Monde lundi 6 mars.

Un monde à changer

EXCLUSION NUMÉRIQUE. Ceux qui ont vu le dernier film de Ken Loach se souviennent de Daniel Blake aux prises avec un ordinateur dans un Job center anglais (l'équivalent de Pôle emploi). En France aussi, pas mal de personnes sont en difficulté, et en danger d'être écartés de leurs droits sociaux par la généralisation du tout-numérique. Certes, de plus en plus de personnes possèdent un smartphone et/ou un ordinateur. Mais les enquêtes montrent que ce n'est pas le cas de tout le monde et que ceux qui en disposent ne sont pas tous des virtuoses du numérique. Pour se limiter aux seuls ordinateurs, 15% de la population (pas moins de 10 millions de personnes) n'a pas accès à internet à domicile. Un taux qui dépend du revenu, de la profession et de l'âge. Les inégalités se logent de plus en plus dans l'usage. Certains savent regarder des vidéos sur YouTube ou envoyer des mails mais guère plus... Car faire des démarches administratives en ligne, ce n'est pas forcément évident : ainsi, 15% des adultes s'en disent incapables, même avec de l'aide, et 19% disent avoir besoin d'être aidés.

Les services du Défenseur des droits ont mené une enquête sur les réponses des services sociaux (assurance maladie, allocations familiales) et de Pôle emploi aux appels téléphoniques : « *l'enquête a permis de relever un renvoi fréquent vers le site internet de l'organisme sans que les conseillers ne prennent en compte au préalable de la possibilité ou non d'accéder à internet.* » S'inscrire au chômage, faire valoir ses droits pour toucher une allocation ou sa pension de retraite : pour toutes ces prestations, et bien d'autres encore, les personnes sont incitées à passer par internet, voire obligées de le faire. L'alternative, quand il y en a une, est de faire la queue à des guichets où les agents sont débordés... Internet devient aujourd'hui un prétexte pour renforcer les suppressions d'emplois et les fermetures des points d'accueil physique des services publics. Et que certains soient en conséquence écartés de leurs droits n'est visiblement pas la préoccupation de ceux qui décident dans cette société!

MARCHE DU 19 MARS

C'est maintenant que ça se joue!

De nouveaux collectifs de mobilisation se créent en région parisienne, comme à Bagneux ou Argenteuil. Des habitantEs de la cité des 3000 à Aulnay s'organisent pour faire venir le quartier à la marche autour de la famille de Théo. À Montreuil, ce sont les foyers et les collectifs de sans-papiers qui appellent à un départ collectif. Dans le 20^e arrondissement, le collectif de solidarité avec les migrantEs s'organise avec les associations de quartier comme l'ALCIR, les travailleurs des foyers et la Fasti, organisant porte-à-porte dans les foyers, déambulation et réunion publique. De région, des cars, portés par des cadres divers, sont prévus en provenance de plusieurs villes : Grenoble, Tours, Lyon, Orléans, Lille, Le Havre, Rouen, Toulouse, Strasbourg, Rennes ou Nantes. Des manifs de mobilisation sont prévues ce samedi 11 à Rennes et le vendredi 17 à Marseille. À Nantes, les manifestantEs antifascistes ne s'y sont pas trompés : sur les cars FN tagués, on pouvait lire un immense : « *RDV le 19 mars!* » Et cette dynamique provoque les ralliements. La CGT avec la FSU, la LDH et le MRAP, ont produit leur propre appel à rejoindre la marche, tout comme le Parti de gauche. Alors que les lycéenEs continuent, malgré la répression,

C'est le moment d'appuyer la dynamique de mobilisation pour le 19 mars « contre le racisme, les violences policières, la hogra, la chasse aux migrantEs », alors qu'il reste une dizaine de jours.



À Paris le 31 octobre 2015, lors de la Marche de la dignité et contre le racisme. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

à manifester contre les violences policières, l'entrée dans la danse des syndicalistes pourrait être une étape significative. D'une part, parce qu'il n'y aura pas d'unité de notre classe sans lutte résolue contre le racisme et contre les violences policières que subissent au premier rang les jeunes des quartiers populaires et les migrantEs. D'autre part, parce que cela pourrait donner à cette lutte une portée encore plus globale. Mais ce ne sera pas le contenu, très mauvais, de ces récents appels qui permettra ce saut qualitatif. Quelques syndicats de la CGT et de

la FSU ont d'ailleurs fait le choix, avec Solidaires, de soutenir l'appel de base, voire même de le signer comme Sud-PTT.

Combattre la violence d'État

C'est aussi pour cela que cette mobilisation doit, plus que jamais, se construire et s'ancrer dans chaque lieu, se relier aux expériences concrètes et aux luttes menées, par les familles victimes des violences policières à Beaumont, à Clermont, à Aulnay, dans le 20^e arrondissement à Paris, à Strasbourg, à Pantin, etc. ; aux luttes menées dans les foyers à Boulogne, dans le 18^e

à Paris, à Argenteuil, à Montreuil, etc. ; aux luttes menées aux côtés des migrantEs dans la vallée de la Roya, à Calais, autour des CAO de nombreuses villes.

Car il s'agit ainsi de refuser de découpler les violences policières de leur dimension raciste, parce qu'il ne s'agit pas de combattre quelques brebis galeuses dans la police mais toute une logique de violence d'État tout à la fois raciste et sociale. La raison pour laquelle celle-ci touche d'abord dans les quartiers populaires avant de s'étendre à tout le mouvement de contestation.

Il reste une dizaine de jours. La mobilisation est très très loin d'avoir fait le plein, et les réserves sont immenses. C'est le cas notamment du côté des étudiantEs pour l'instant étrangement peu mobilisés à quelques exceptions près. Alors que le FN est haut dans les sondages, que les milieux réactionnaires mis en place avec la Manif pour tous ont encore montré leur capacité de mobilisation, la marche du 19 mars peut ouvrir d'autres perspectives. Il nous reste dix jours.

Denis Godard

islamique (EI) avaient eux aussi utilisé du gaz moutarde en 2015.

Bombardements et attentats...

Sur le terrain, le cessez-le-feu négocié le 30 décembre est quotidiennement violé, notamment par les bombardements de l'aviation du régime Assad et de son allié russe contre des régions où sont absents les djihadistes de l'EI et de Fateh al-Sham (initialement al-Qaïda en Syrie). Ils touchent particulièrement les civils. Les forces pro-régime continuent par exemple les avancées militaires et les bombardements sur la ville de Deraa. En même temps, Fateh al-Sham a revendiqué des attentats de kamikazes à Homs le samedi 25 février contre les services de renseignement du régime, faisant une quarantaine de morts dont Hassan Daaboul, le chef du renseignement militaire de Homs, un proche du dictateur Bachar el-Assad. En réponse, il y a eu une

intensification des bombardements par les forces du régime contre le quartier assiégé d'al-Waer à Homs, aux mains de l'opposition.

Ces attaques se sont produites au lendemain d'un autre jour sanglant en Syrie, où des attentats revendiqués par l'EI contre des forces de l'Armée syrienne libre (ASL) ont fait 83 morts, dont 45 civils, près d'Al-Bab dans le nord du pays. Plus récemment, dimanche 5 mars, l'EI a également perpétré deux attentats suicides dans la province d'Alep, tuant huit soldats du régime près de la localité de Deir Hafer et sept combattants de l'opposition armée à Azaz.

Les forces de Damas ont repris la ville de Palmyre à l'EI, tandis qu'au moins 60 000 civils dans le nord de la Syrie ont fui les combats, marquant la double offensive, d'une part, des forces turques alliées à certains groupes de l'opposition

armée et, d'autre part, des troupes du régime syrien appuyées par la Russie, chacune contre l'EI... mais en concurrence entre elles.

Des forces démocratiques toujours présentes

Malgré une situation toujours plus chaotique, des résistances civiles et démocratiques se poursuivent à la fois contre le régime et les forces fondamentalistes religieuses. Dans la campagne d'Alep, la population de la ville d'Atareb s'oppose depuis plusieurs semaines aux pratiques autoritaires de la nouvelle coalition « Hay'at Tahrir a-Sham » (HTS), dominée par les djihadistes de Fateh al-Sham. Des manifestations ont notamment eu lieu pour dénoncer les attaques du HTS contre le quartier général d'un groupe local de l'Armée syrienne libre (ASL), ou contre les tentatives djihadistes de prendre le contrôle de la boulangerie de la ville.

De même, des conseils locaux sont toujours actifs. Au mois de janvier, des élections ont d'ailleurs eu lieu pour élire le conseil local d'Idlib. Il reste encore environ 300 conseils locaux dans les régions libérées, tandis qu'il en existait plus de 700 au début de l'année 2013. Cela démontre à nouveau que malgré la domination croissante de groupes militaires réactionnaires, les forces démocratiques civiles sont toujours présentes et actives, défiant les autorités lorsque les combats et les bombardements du régime et de son allié russe cessent. C'est pourquoi il est important de mettre un terme à la guerre qui ne profite qu'aux deux acteurs de la contre-révolution – le régime et les forces fondamentalistes réactionnaires – tout en refusant toute relégitimation sur la scène internationale d'Assad et de ses associés.

Joseph Daher

Le chiffre 5,8 millions

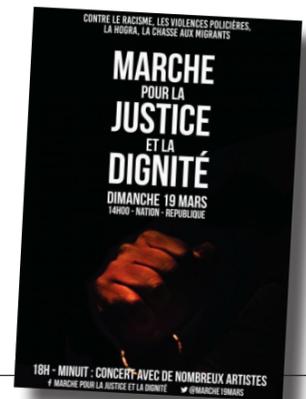
C'est le nombre de ménages qui vivent dans des « passoires énergétiques », c'est-à-dire des logements très mal isolés qui laissent passer le froid en hiver et la chaleur en été. « Il faut permettre aux ménages concernés de dépasser l'horizon d'avoir à choisir entre se nourrir et se chauffer », alerte le collectif Rénovons. Outre les économies d'énergie, un plan visant à résorber ne serait-ce que la moitié du problème d'ici à 2025 permettrait de créer 125 000 emplois.



Agenda

Mardi 14 mars, réunion de la Société Louise-Michel, Paris. *La fraternité de nos ruines, écrits sur la violence concentrationnaire (1945-1970)* de David Rousset, présenté par Pierre Rousset, à 19h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier Paris 20^e.

Dimanche 19 mars, marche pour la justice et la dignité, Paris. *« Contre le racisme, les violences policières, la hogra et la chasse aux migrants ».* Manifestation à partir de 14h, départ Nation, concert à partir de 18h, place de la République.



NO COMMENT

Quand vous êtes collaborateur parlementaire, quand vous êtes assistant parlementaire, vous pouvez même être payé à tricoter. Je ne dis pas que c'est bien mais ça veut dire que quand vous êtes sénateur ou député, c'est vous qui décidez de ce que vous donnez comme travail à votre collaborateur parlementaire.

FLORENCE PORTELLI, maire LR de Taverny et porte-parole de François Fillon, sur l'antenne de BFMTV mercredi 1^{er} mars.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



2017

PHILIPPE POUTOU

FILLON La fuite en avant...

Rien ne va plus au sein des états-majors « de la droite et du centre » depuis l'annonce de la très probable mise en examen de Fillon et son entêtement à ne pas laisser la place... et ainsi faire perdre son camp!

Mais le rassemblement du Trocadéro n'a visiblement pas été le baroud d'honneur de Fillon le menteur, espéré par certains dans son propre camp.

Fillon et la théorie du complot

Alors qu'ils sont tous deux convoqués pour être mis en examen les 15 et 18 mars prochain, que leur domicile parisien et leur château sarthois ont été perquisitionnés, Fillon et son épouse ont tenté dimanche une piètre riposte médiatique. La fidèle épouse est sortie du silence en accordant une interview au *Journal du dimanche*... en présence de son avocat! Pour affirmer sans sourciller qu'elle a bien travaillé dans l'ombre pour son mari depuis 1988... en complète contradiction avec ses déclarations de 2007: « Je n'ai jamais été son assistante, ou quoi que ce soit de ce genre-là. »

Le problème, c'est que les policiers chargés de l'enquête n'ont toujours pas trouvé de traces tangibles d'un travail effectué par Penelope Fillon, que ce soit comme assistante parlementaire de son époux ou de son ancien suppléant, Marc Joulaud, cela pour des salaires représentant un montant total de 831440 euros! Même chose pour les deux enfants du couple, eux aussi, payés comme assistants parlementaires lorsqu'ils étaient étudiants...

LA DROITE PRÉSENTE ENFIN SON PLAN B



CHARMAG

Voir Fillon se poser en victime d'un complot des juges et de la presse de gauche n'est pas du goût de tous ses amis de droite. Pourtant aller chercher dans les poubelles de l'histoire les thèses complotistes, de la part d'un candidat soutenu par les franges les plus extrêmes de la droite, ce n'est pas si étonnant que ça...

Rien n'est réglé

Alors que Fillon a encore affirmé dimanche au Trocadéro qu'il tiendra le même cap malgré la tempête, les rats quittent le navire de plus en plus nombreux. Le quotidien *Libération* a même lancé une page spéciale « le compteur des lâcheurs de Fillon »! Dimanche soir, après le rassemblement des Fillonistes acharnés au Trocadéro, le compteur affichait plus de 300 lâchages. De Lemaire et son entourage à la garde rapprochée de

Juppé, en passant par des fidèles de Sarkozy comme Estrosi ou Lellouche, sans oublier son propre directeur de campagne Stefanini et son porte-parole Solère, Fillon voit ses soutiens d'hier ou de toujours l'abandonner. C'est aussi l'ensemble de l'UDI qui a annoncé son retrait de la campagne Fillon et les désistements de centaines d'élus locaux s'enchaînent.

Sarkozy et Juppé communiquent de plus en plus sur le retour d'un plan B... mais Juppé n'ira pas lui-même à la rescousse. Et en l'absence de solution alternative au sein de la droite, l'état-major des Républicains réuni lundi soir dans l'urgence pour au départ proposer une « voie de sortie digne » à Fillon... a fini par voter son soutien à celui-ci! Mais rien n'est réglé: la dégringolade de l'ex-futur champion de la droite dans les sondages, avec surtout tous les pronostics

l'annonçant derrière Le Pen et Macron au premier tour, continue à affoler son camp. Tout ce petit monde-là n'imaginait pas que la formidable victoire de Fillon à la primaire de droite se transformerait en machine à perdre l'élection présidentielle!

Le rempart de Fillon: la droite la plus extrême

Face à la cascade de défections dans son propre camp, François Fillon peut compter sur l'indéfectible soutien d'une grande partie de la nébuleuse Manif pour tous. Ce sont les militants de cette mouvance, Sens commun en tête, qui ont été à la manœuvre pour rameuter le plus de monde possible au rassemblement du Trocadéro. À peine le mot d'ordre lancé par l'équipe de Fillon « d'un grand rassemblement populaire », les comptes Twitter de la « cathosphère » ont surchauffé.

Ainsi, le réseau fait tourner une pétition lancée par un mystérieux « collectif d'électeurs excédés appelant à un rassemblement pour la démocratie ». L'argumentaire du texte est à l'avenant: « Nous, électeurs résistants, exigeons que la candidature de François Fillon aille à son terme. Nous appelons tous les Français exaspérés par la collusion médiatico-judiciaire de la gauche à nous rejoindre dans un nouveau rassemblement pour la démocratie en danger. Aucun juge, aucun média, aucun syndicat de gauche avec casserole et barrage routier, aucune mise en examen pré-électorale ne saurait, à deux mois d'un scrutin décisif pour notre pays, nos institutions et notre civilisation, entraver le cours démocratique de l'élection présidentielle. »

Pas sûr que ce soit suffisant pour sauver Fillon du naufrage dans les urnes ou même avant, mais cela permet de confirmer sur quelle orientation politique celui-ci avait misé pour accéder à l'Élysée... Il semble que cette option ne soit plus celle jugée gagnante par le reste de sa famille politique. Mais ont-ils d'autres possibilités?

Marie-Hélène Duverger

Agenda

Vendredi 10 mars, réunion publique, Poitiers. Avec Philippe Poutou, à 20 h à l'Auberge de jeunesse, 1, allée Roger-Tagault.

Lundi 13 mars, réunion publique, Grenoble. Avec Philippe Poutou, à 20 h à la maison des habitants Vieux-Temple, 2, rue du Vieux-Temple.

Mardi 14 mars, réunion publique, Chambéry. Avec Philippe Poutou, à 18 h 30 salle polyvalente de Merande.

Mardi 14 mars, réunion publique, Paris. Avec Olivier Besancenot, à 19 h 30 à l'Olympic café, 20, rue Léon, Paris 18^e.

Mercredi 15 mars, réunion publique, Nanterre. Avec Philippe Poutou et Armelle Pertus, à 12 h 30 à l'université, amphitheâtre E2.

Mercredi 15 mars, réunion publique, Gennevilliers. Avec Philippe Poutou et Armelle Pertus, à 19 h 30 à la Bourse du travail, 6, rue Lamartine.

Judi 16 mars, réunion publique, Bordeaux. Avec Philippe Poutou, à 20 h salle Son-Tay, 47, rue de Son-Tay.

NPArguments de campagne

Permettre aux artisans de vivre de leur travail

L'artisanat a bonne presse. À droite on vante l'esprit d'entreprise et d'innovation et on met en avant les créations d'emplois. Certains courants de gauche et écologistes encensent le travail artisanal, opposé à la production industrielle. Qu'en pensent les anticapitalistes?

Il faut savoir de quoi on parle. 1,2 million d'entreprises artisanales, c'est considérable mais très hétérogène. Plus de 500 métiers sont recensés dans des secteurs d'activité très différents. Certains relèvent de l'artisanat d'art, d'autres concernent des services allant du taxi à la restauration, alors que la construction se taille la part du lion.

Les raisons de l'augmentation du nombre d'artisans sont tout aussi diverses: externalisation des tâches par de grosses entreprises mais aussi par des administrations, installation à leur compte de travailleurs licenciés, volonté de ne pas dépendre d'un patron...

Quand on parle d'entreprise artisanale, il ne faut pas penser « petit patron »: 62% des artisans n'emploient aucun salarié, et cette proportion augmente au rythme du nombre d'auto-entrepreneurs. Nous devons effectivement prendre davantage en compte cette partie du monde du travail, comme nous le faisons aussi pour les agriculteurs.

Les chambres des métiers soulignent que l'artisanat est le

premier employeur de France. Le patronat dénonce les lourdeurs, les contraintes et les charges qui font obstacle à davantage de créations d'emplois...

C'est le discours classique, les difficultés des petits patrons servent de prétexte aux exonérations de cotisations et aux cadeaux fiscaux dont bénéficient d'abord les gros. C'est aussi la remise en cause du code du travail jugé trop lourd, des seuils sociaux ouvrant droit à la représentation des salariés, de la « menace » des prud'hommes. Mais comme rappelé plus haut les deux tiers des artisans ne sont pas des patrons mais simplement des travailleurs indépendants qui vivent plus ou moins bien de leur travail. C'est à ceux-là que va notre sollicitude, ainsi qu'au million et demi de salariés, en majorité des ouvriers.

Les relations sociales au sein des petites entreprises sont loin d'être idylliques, le droit du travail est régulièrement bafoué, comme en témoignent les militants qui reçoivent les salariés dans les unions locales. Faute de syndicats, les prud'hommes sont souvent le seul recours. Certes il ne faut pas généraliser mais l'époque du compagnonnage est bien révolue. Pour nous, les droits des travailleurs ne doivent pas dépendre des effectifs de l'entreprise.

Les artisans dénoncent les difficultés d'exercice de leur métier,



Un boulanger doit pouvoir gagner sa croute. PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

les contraintes administratives, les revenus insuffisants et les carences de leur protection sociale. Ont-ils raison?

On aurait tort de voir là du poujadisme. Ainsi, le rapport 2015 de l'Insee montre une baisse des revenus individuels. Le travail n'est pas également réparti dans le temps, il y a des périodes de quasi-chômage et d'autres où on ne compte pas ses heures. Le pouvoir d'achat des particuliers est en berne. Les collectivités locales, asphyxiées par l'austérité budgétaire et la diminution de la

dotation de fonctionnement, différent ou abandonnent des travaux, mettant en péril la présence d'artisans. Les entreprises donneuses d'ordre jouent sur la concurrence.

Les artisans sont des indépendants et pour la majorité, le capital investi ouvre seulement la possibilité de travailler. Les « défaillances d'entreprises » touchent surtout les travailleurs individuels. D'autres tiennent le coup, avec une rémunération horaire inférieure au SMIC. Quant aux obligations administratives elles constituent un travail

supplémentaire, parfois compliqué et qui repose souvent sur le conjoint. Avec des cotisations pourtant élevées, le régime social des indépendants assure une mauvaise couverture, mais curieusement ne fait pas plus partie que la MSA (la sécu agricole) des « régimes spéciaux » régulièrement mis en cause!

Quelles réponses peuvent apporter les anticapitalistes aux difficultés des artisans?

Nous ne proposons pas d'exproprier le coiffeur, le plombier ou le bistro. Les expériences dans ce domaine n'ont guère été concluantes... L'avenir passe à notre avis par l'organisation coopérative, mais on ne peut forcer la main: nous respectons le choix du travailleur indépendant qui n'exploite personne. Les artisans doivent vivre de leur travail sans se tuer à la tâche et rester présents sur tout le territoire. Il s'agit d'encourager leur activité, y compris par des aides à l'installation, par exemple dans la transformation locale de produits agricoles, et de desserrer l'étau de l'endettement par des crédits à bon marché. Nous voulons rendre aux collectivités locales et aux établissements publics leur capacité d'investissement, supprimer la TVA qui alourdit la facture des particuliers et imposer un prix plancher aux entreprises qui sous-traitent.

Aucune pension de retraite ne doit être inférieure au SMIC.

Quant à l'aide aux démarches et déclarations administratives, elle doit être assurée gratuitement par les services publics.

HAMON Un mariage... et deux enterrements ?

Depuis sa victoire, Hamon s'est en effet attelé à essayer de rassembler « la gauche » pour former une nouvelle « majorité gouvernementale ». Il y est en partie parvenu le 26 février dernier, en s'alliant avec Europe écologie-les Verts. C'est donc sans surprise que ces derniers sont entrés dans son équipe de campagne et que Jadot, le candidat qui s'est désisté, est devenu conseiller spécial. Mais il n'est pas le seul à faire son entrée dans l'organigramme : Éva Joly (l'ancienne candidate de 2012) est notamment en charge de la lutte contre l'évasion fiscale et José Bové de « la mondialisation agricole », aux côtés d'autres élus d'EÉLV.

L'accord programmatique entre Hamon et EÉLV prévoit entre autres la sortie programmée du nucléaire, l'arrêt du projet de Notre-Dame-des-Landes, ainsi que la fin de l'état d'urgence. Côté électoral, le cœur de l'affaire, pour les prochaines législatives, EÉLV s'en sort pas mal du tout : 43 circonscriptions réservées aux écologistes (dont la dizaine déjà détenue par les députés EÉLV sortants), dont celle de Duflot, grande instigatrice de l'accord, qui malgré le désaccord de Hidalgo et du PS parisien, obtient son investiture. Cerise sur le gâteau, EÉLV pourra donc présenter dans plus de 500 circonscriptions des candidats contre le PS!

Les « preuves d'amour »... ou l'épreuve d'amour ?

En revanche, l'entrée dans l'équipe de campagne des anciens ou actuels membres du gouvernement, partisans assumés de la ligne Hollande-Valls, se fait au compte-gouttes. Et ces

Le soir de sa victoire à la primaire organisée par La belle alliance populaire (dont le nom prend aujourd'hui toute sa saveur), Hamon s'était donné deux objectifs : rassembler « sa famille » et rassembler « la gauche ». À cette étape, on ne peut pas dire que ces deux objectifs soient totalement atteints.



Une fusion-acquisition en bonne voie... DR

derniers jours, ceux-ci sont à l'offensive, menaçant ouvertement pour celles et ceux qui n'ont pas encore franchi le pas de soutenir Macron. À peine cinquante jours du premier tour des élections, Hamon est donc loin de faire l'unanimité auprès de la majorité gouvernementale, son propre parti, qui lui reproche, entre autres, son alliance avec les Verts. C'est le cas de Kanner, le ministre de la Ville, un proche de Valls qui indique dans le JDD que « Remettre en cause le Lyon-Turin ou Notre-Dame-des-Landes, ce n'est pas une bonne idée. Intégrer dans l'accord la fin de l'état d'urgence, soumettre la sécurité des Français à un deal électoral, c'est une ineptie. Alors qu'ils bénéficieront de 43 circonscriptions réservées, il est

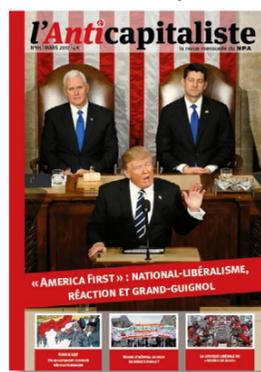
anormal que les Verts soient autorisés à se présenter partout, y compris contre Myriam El Khomri : le soutien de Cécile Duflot à Caroline De Haas dans la sixième circonscription de Paris est une pure provocation ». Et d'affirmer « un appel à Benoît pour qu'il rassemble sa famille. On a besoin de preuves d'amour ».

Pourtant, Hamon ne cesse d'en adresser, des « preuves d'amour », défendant même le bilan du quinquennat : celui en matière de santé, le « compte pénibilité », le « compte personnel d'activité », les « postes de policier » créés depuis 5 ans... Et pas d'inquiétude, il ne veut pas plus « renégocier la dette de la France », mais seulement « mutualiser » les dettes européennes...

On est donc loin, très loin, du « discours extrêmement radical » que l'impayable Le Guen prête à Hamon et qui l'empêcherait de lui accorder son parrainage. Mais derrière tout cela, un autre match se joue en coulisse, celui pour le leadership et l'orientation du PS. Et pour le gagner, certains sont sans aucun doute prêts à tout faire pour faire échouer « leur » candidat officiel...

Sandra Demarçq

L'Anticapitaliste la revue
Le n°85 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Les Nôtres

François Alcaraz

Notre camarade François, alias Paco pour ses proches et ses amis, nous a prématurément quittés des suites d'une maladie récemment déclarée : un cancer du poumon dû très probablement à l'amiante, conséquence de son travail passé chez Matra-Armenet à Signes (Var). Une dernière bataille qu'il a menée avec une grande dignité. Il s'était ensuite reconverti dans l'éducation nationale, comme instituteur au service des enfants à La Seyne-sur-Mer. Militant de longue date à la LCR, il avait tout naturellement participé avec enthousiasme à la construction du NPA Var et du comité de La Seyne.



De tous les combats, de toutes les manif, de toutes les grèves – il était militant actif du SNUipp-FSU –, dénonçant sans relâche les injustices et les méfaits du système capitaliste, François se battait avec constance pour l'unité du mouvement ouvrier, aussi bien dans les luttes que dans les urnes, sans rien lâcher sur le programme pour autant. Généreux et attachant, il maniait l'humour allègrement. Sportif, il adorait parcourir les routes varoises sur son vélo de course accompagné de ses copains. Il va beaucoup nous manquer.

Nos pensées vont à sa femme, notre camarade Isa, à ses enfants, ses petits-enfants, tous les siens... Salut camarade ! Promis, nous continuerons ton combat.

Ses camarades

PARRAINAGES Malgré les obstacles, imposer notre candidature

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous avons près de 350 signatures assurées de maires. Il nous reste donc une semaine pour imposer la candidature de Philippe Poutou. Une courte semaine, car la présentation d'un candidat est aujourd'hui un véritable parcours du combattant. C'est possible, à condition de s'y mettre toutes et tous !

Le Conseil constitutionnel devait publier tous les parrainages en temps réel sous prétexte de transparence. En pratique, entre le « décompte » de mercredi et celui de vendredi, il a publié la semaine dernière un seul parrainage pour Philippe Poutou au lieu de la soixantaine qui lui était parvenus... par manque de temps pour ouvrir le courrier ! Les parrainages doivent être arrivés le 17 mars rue de Montpensier, donc être envoyés le 15 ou au plus tard le 16 mars. De quoi procurer des sueurs froides aux militantEs qui sont sur les routes.

Le paysage s'éclaircit

Dans cette élection qui ressemble de plus en plus à une loterie, entre le feuilleton Fillon, la querelle de famille au PS et l'obstacle antidémocratique des parrainages, le paysage s'éclaircit néanmoins. Fillon semble avoir définitivement imposé sa candidature aux Républicains, les candidatures dominantes semblent installées. Du côté des candidats moins « installés », on commence à y voir également plus clair. Asselineau et Cheminade, qui représentent des groupes d'extrême droite à la limite de la secte, ont passé cinq ans à chercher leurs parrainages... et vont sans doute hélas les obtenir. LO est certaine de les avoir en raison du travail réalisé ces cinq dernières années par ses militantEs.



Ouvrir les portes, jusqu'au bout... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Tous les autres petits candidats (Marchandise, Larroutourou, Troadec...) n'ont plus aucune chance de les avoir. Le comble est donc atteint : deux sectes d'extrême droite peuvent obtenir les parrainages, mais la candidature de Philippe Poutou, elle, n'est pas assurée. On est donc loin d'un processus de sélection des « candidatures folkloriques » : il s'agit au contraire d'un processus pour empêcher une organisation vivante et représentative de s'exprimer. On aurait eu tort d'en douter...

Avec les dents !

350 promesses environ, une cinquantaine de parrainages spontanés possible, le travail à faire est donc clair. Il reste à notre portée mais difficile. Avec le retrait de Jadot en faveur de Hamon, nous pouvons convaincre de nombreux éluEs Verts de donner leur

parrainage pour garantir la pluralité du débat à gauche. Ainsi José Bové et plusieurs conseillerEs régionaux ou départementaux ont accepté de faire ce geste démocratique. Reste aussi les centaines de maires qui hésitent. À nous de convaincre, maire après maire, éluE après éluE, de la légitimité de notre candidature. Il serait fou que le seul ouvrier candidat ne puisse pas se présenter, que le choix se résume quasiment exclusivement à des candidats millionnaires au programme fait pour leur milieu social. Face au FN, qui se présente comme le parti des ouvriers, il faut qu'un travailleur de l'automobile puisse lui montrer qu'une frange significative de salariéEs refuse le racisme, veut se battre et construire une réponse politique pour le monde du travail.

L'équipe « parrainages » du NPA



En action !

Paris 19^e Olivier Besancenot en réunion publique.

En présence de quelques journalistes, nous étions 80, peut-être plus, mardi 28 février à Culture Rapide rue de Belleville, pour une rencontre avec Olivier Besancenot. Après avoir brossé un rapide tableau de la situation politique à l'issue d'un quinquennat calamiteux pour tous les salariés, Olivier a développé les principaux axes de notre politique, qui ne s'inscrit pas dans le cadre institutionnel pseudo démocratique de la 5^e République, en particulier de la fonction présidentielle, ce qui a pu apparaître aux yeux de quelques-uns en contradiction avec notre présence dans cette campagne présidentielle. Pour le NPA, ce n'est qu'un moment particulier pour faire connaître son programme. Après avoir rappelé que les exigences démocratique et écologique sont incompatibles avec une économie de la « concurrence libre et non faussée », Olivier a insisté sur la nécessité de l'internationalisme : libre circulation des personnes, régularisation de tous les demandeurs d'asile, migrants ou réfugiés, lutte contre tous les racismes... Il a aussi dénoncé les illusions mortifères du refuge derrière les frontières et le nationalisme économique. Après cette présentation, échange avec la salle, et gros succès de vente de notre presse. Une bonne soirée.

Marseille (13) Réussite de la réunion avec notre candidat.

Jeudi 2 mars, notre candidat y a rencontré des journalistes de BFMTV, du Ravi, mensuel local réputé pour son impertinence, et de la Marseillaise, qui la veille avait annoncé le meeting dans une colonne entièrement réservée au NPA. Et plus rare, un article dans la Provence le matin même.

À 19 h, 200 personnes étaient salle Mazenod pour écouter Philippe présenter les positions du NPA dans la campagne. Après une intervention d'un camarade du Centre démocratique kurde (avec qui le NPA13 entretient des liens fraternels) et de notre camarade Mimosa sur la portée de la journée du 8 mars, Philippe a détaillé les aspects de notre campagne, ainsi que les perspectives que le NPA avance : prendre nos affaires en main, se mobiliser, ne rien attendre de cette élection ni d'institutions prétendument « démocratiques » qui laissent plus la parole à des fraudeurs et magouilleurs qu'à un travailleur du rang.

Plusieurs interventions et questions de la salle sur divers sujets : droits des immigréEs, rapports avec le reste de la « gauche », le monde rural, la diminution du nombre d'agents SNCF sur les trains régionaux, etc. Des questions auxquelles il est bien difficile de répondre en peu de temps, et qui ont généré bien des discussions après la fin du meeting.

Au total, une trentaine de contacts ont été pris, avec bon nombre de revues et d'hebdomadaires vendus. Un encouragement pour continuer à construire le NPA sur Marseille et le département.

Alès (30) Philippe Poutou en ancien pays minier.

Avant le meeting, Philippe a rencontré un groupe de Pompiers volontaires en lutte contre les conditions inacceptables d'exploitation dans lesquelles se déroulent leurs interventions. Ensuite, le meeting a rassemblé une centaine de participantEs. Dans une région ravagée par le chômage, beaucoup avaient agi avec le PCF et la CGT dans des luttes récentes pour la défense de l'emploi. Outre ces militants, on a noté la présence de membres de Nuit debout et de militants libertaires. Une dizaine de jeunes étaient également présents.

Le meeting a été introduit par des militantEs du comité de Nîmes. Après avoir dénoncé la situation politique actuelle, Guy a annoncé le soutien du NPA au Gard à deux listes constituées à Alès par le Mouvement pour l'émancipation populaire (MEP) aux élections législatives (avec des militants du PCF et de la CGT, des militants associatifs, et des personnes qui refusent de voter pour Mélenchon et toute « combinaison politicienne » avec le PCF/PS pour le second tour). Ensuite Charlotte, jeune militante, a présenté la journée du 8 mars, ainsi que la Marche pour la justice et la dignité du 19 mars. Gaspard (Comité jeunes du NPA) a rendu compte de la « casserolade » organisée à Nîmes contre le meeting de Fillon. François d'Avignon a signalé les actions menées contre l'enfermement carcéral, et Bernard Vire a présenté le MEP.

Dans son intervention enlevée, claire et parfois ironique, Philippe a présenté le tableau chaotique et inquiétant de l'élection présidentielle. La conclusion ? Les exploitéEs, sans attendre quoi que se soit des élections, doivent agir pour prendre leurs affaires en mains. Après le débat et une vibrante Internationale, le meeting a été suivi d'un sympathique pique-nique.



DR



Dossier réalisé par la Commission nationale antifasciste du NPA

TOUJOURS SOUS SON MAUVAIS PROFIL...

Contrairement à sa première expérience présidentielle de 2012, Marine Le Pen et le staff qui l'entoure ont fait le choix de retarder le plus possible l'entrée en campagne du parti d'extrême droite.

P lusieurs axes se dessinent cependant : en matière de politique internationale, le FN cherche à tisser des liens à l'étranger, avec comme arrière-pensée la volonté de doter son parti d'une « crédibilité » sur la scène diplomatique (voir article dans ce dossier). Un deuxième axe concerne la dimension « sociale et économique » du discours frontiste et met en avant le protectionnisme et la sortie de l'euro et/ou de l'Union européenne. Ce deuxième aspect est lié à un troisième, relatif au projet de société spécifique du FN, la « préférence nationale » rebaptisée « primauté nationale ». Ces aspects sont hyper connectés : c'est par la sortie des engagements européens et par le traitement de l'immigration que le parti d'extrême droite entend réaliser ses promesses en matière sociale. En toile de fond demeure l'idée selon laquelle les immigrés et les étrangers doivent payer pour « notre » sortie de crise, et que la France paie davantage pour ses engagements européens qu'elle ne reçoit de l'Union européenne, tout cela avec une vieille rengaine d'extrême droite : les immigrés coûtent cher aux nationaux...

La sortie de l'euro : le saint Graal pour sauver la France !

Côté protectionnisme, ça ne bouge guère au FN. Certes, depuis l'hiver 2015-2016, la direction a semblé hésiter sur l'opportunité d'afficher clairement l'objectif d'une sortie de l'euro. Au risque de brusquer l'électorat LR/UDI, notamment les retraités ainsi que les petits patrons inquiets vis-à-vis d'une mesure dévalorisant possiblement leur épargne. Or, lors de sa conférence de politique internationale du 23 février, Marine Le Pen a clairement annoncé qu'elle entendait « en finir avec l'Union européenne ». Les doutes semblent donc levés sur cette question. Par ailleurs, la « primauté nationale » demeure bien au cœur

du programme du FN, tel qu'il a été présenté à Lyon, les 4 et 5 février derniers, en 144 mesures. Et c'est bien le protectionnisme national qui est censé financer les promesses « sociales » du parti d'extrême droite. Le FN prétend ainsi créer une taxe spéciale sur les produits d'importation, à hauteur de 3%, dont il annonce qu'elle pourrait déboucher sur une « prime » de 80 euros mensuels pour les salariés. Exit donc l'ancienne promesse d'une hausse de 200 euros par mois du SMIC et des bas salaires.

Derrière les apparences d'un discours prétendument social...

Concernant les luttes sociales, le FN est bien évidemment « ni pour ni contre, bien au contraire ». Comme il se doit, ils furent aux abonnés absents pendant le mouvement contre la loi travail. Quelques mois plus tard, usant dans un premier temps au compte-gouttes de leur temps de parole dans les médias, les

dirigeants frontistes se présentent aujourd'hui comme des forteresses antilibérales. Ainsi, bien avant les « Assises présidentielles » de Lyon, le FN s'en est tout d'abord pris à Fillon et à son projet de casse de la Sécurité sociale : revendiquant sans vergogne l'héritage du CNR qui fut à l'origine de la Sécu, Le Pen a ainsi fait imprimer et distribuer fin 2016 des tracts-cartes Vitale avec l'inscription : « *Fillon va vous rendre malade. (...) Une opération radicale sans anesthésie* ». Elle entendait ainsi dénoncer une prétendue « fraude gigantesque à la Sécu »... complètement inventée, mais qui lui a un temps permis de faire miroiter d'éventuelles économies délirantes en matière d'assurance maladie...

Ce fut ensuite l'augmentation annuelle du SMIC qui permit à la candidate scandalisée de monter sur la table : le FN n'avait-il pas quant à lui proposé en 2012 « 200 euros d'augmentation » ? Certes en réduisant de manière radicale les cotisations sociales : donc plus de

salaire direct versé en apparence... mais moins de protection sociale !

... Reste les mesures libérales et emblématiques de l'extrême droite

L'incursion du FN en matière sociale connaît aussi de sérieuses limites. De façon emblématique, ce fut le cas lors d'un déplacement de la candidate dans l'Eure le 6 janvier dernier, au cours duquel Le Pen cherchait à se présenter en défenseur des services publics menacés dans les espaces ruraux. En visitant un bureau de poste à Ecouis, elle a lourdement insisté sur le scandale des zones rurales où l'on paierait deux fois pour nos services publics : impôts étatiques et locaux... Sauf que c'est tout simplement faux ! Car nulle part en France, les services postaux ne sont financés par les collectivités territoriales. Plus substantiellement, en matière « sociale », le programme annoncé à Lyon tire un peu moins vers la démagogie qu'en 2012, et

LE FN EN CAMPAGNE



Qui vote FN ?

L e noyau dur de l'électorat FN est de plus en plus populaire. Son poids électoral chez les ouvriers et employés est apparu lors des élections présidentielles de 1995 (ce n'est donc pas une nouveauté liée à Marine Le Pen), mais les chiffres s'aggravent d'élections en élections. En 2012, 31% des ouvrierEs qui se sont déplacés au premier tour de la présidentielle ont voté FN (23% rapportés aux inscritEs). Les ouvriers comptent pour un peu moins d'un tiers du total des électeurs 2012 de Marine Le Pen : si on y ajoute les employéEs, ils forment ensemble près de la moitié des électeurs FN en chiffres absolus. Le FN a d'abord gagné l'électorat populaire radicalisé de la droite (De Gaulle et Chirac avaient un électorat populaire), puis ensuite un électorat de gauche ayant changé de bord (voir les scores du bassin minier Nord-Pas-de-Calais ou de Hayange). Enfin, le FN gagne désormais de plus en plus de primo-électeurs (des jeunes qui votent FN dès qu'ils ont 18 ans) parmi la jeunesse pas ou mal diplômée. Le poids des catégories populaires dans l'électorat FN n'a cessé de croître au rythme du phénomène de « désalignement » de plus en plus important entre la classe ouvrière et la gauche : les derniers sondages montrent que l'ensemble des candidats de gauche et d'extrême gauche réunis recueillent moins de voix ouvrières que le seul FN !

De la même façon, depuis 2012, le FN comble son retard dans des électors où il était historiquement faibles : les femmes, la France de l'Ouest et les catholiques pratiquants qui se rapprochent désormais de la moyenne nationale du FN. Seuls les grandes métropoles, les cadres et les retraités résistent encore électoralement à l'appel du Front !

Tout récemment, selon une étude Cevipof publiée par le Monde le 28 février dernier, le FN réalisait une percée inédite chez les agriculteurs (35%), dépassant pour la première fois le candidat de la droite dans un électorat pourtant acquis aux forces conservatrices. Du jamais vu dans un monde paysan qui se sent abandonné.

De même, une note de février du même Cevipof montrait l'émergence de plus en plus nette du FN parmi les catégories les plus modestes de la fonction publique, qui souffrent du manque de revalorisation de leur emploi et de l'absence de perspectives, particulièrement dans la catégorie C de la fonction publique hospitalière (1 sur 3 voterait FN en 2017) confrontée aux restrictions budgétaires et aux tensions sur la laïcité. Enfin, Marine Le Pen, qui a toujours été populaire chez les forces de l'ordre, atteint désormais le chiffre absolument record d'un policier ou militaire sur deux qui voterait pour elle !

1 - Voir Les faux-semblants du FN, Presses de Sciences Po

comporte donc plus de mesures libérales. Ainsi offrir la possibilité aux riches de transférer à leurs héritiers par voie de don, donc en contournant la fiscalité sur les successions - 100 000 euros tous les cinq ans au lieu de quinze ans aujourd'hui (et dix ans dans le programme de François Fillon...). Pour les salariéEs, on y trouve du « travailler plus pour gagner plus » sarkoziste, avec les heures supplémentaires défiscalisées. Enfin, tentant à tout prix d'apparaître « dédiabolisé », le FN a d'abord communiqué sur ce que le programme 2017 ne comporte plus : le retour à la peine de mort.

Toutefois, il se réserve une porte de sortie, puisqu'il se prononce pour des « référendums d'initiative populaire ». Ainsi il en proposera un sur la condamnation à la perpétuité réelle... et dans ce cadre le rétablissement de la peine de mort pourrait ainsi réapparaître au premier plan.

Alors, qu'est-ce qui a changé en cinq ans ? La tonalité sans aucun doute... mais surtout le regard que médias et patronat posent aujourd'hui sur ce parti, de plus en plus fréquentable aux yeux de beaucoup. Le FN reste pourtant un parti d'extrême droite à combattre pied à pied.

AUPRÈS DU PATRONAT...

S'il fait indéniablement parti de la maison Capital depuis sa naissance¹, le Front national fait cependant figure d'enfant pour le moins instable quant à ses positions en matière d'économie.

Ultra libéral sous Le Pen père qui aimait à se faire photographier en compagnie du photogénique et néanmoins briseur de syndicat Ronald Reagan, alors président des USA, le FN amorce un virage (national) « social » sous l'égide de Bruno Mégret dans les années 1990 pour aboutir à un programme qui se veut carrément protectionniste depuis l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête en 2011.

Fustigeant le « mondialisme », ce concept flou qui permet avant tout d'éviter de désigner le capitalisme, et tirant à boulets bruns sur « les entreprises du CAC 40 » – mais en se gardant d'envisager toute redistribution des richesses –, la dirigeante du FN entend également sortir de l'euro et rétablir des droits de douane. Cet interventionnisme, qui remet en question trente années de politiques d'une docilité exemplaire à l'égard des marchés financiers, est loin de susciter un enthousiasme débordant et unanime chez les grands dirigeants du Medef. Le FN n'est pas pour l'instant le parti du grand capital ! De Laurence Parisot qui nous décrit en 144 pages *Un piège bleu Marine* à Viviane Chaîne-Ribeiro – possible successeur de Gattaz – qui annonce vouloir quitter la France en cas de victoire de Marine Le Pen, en passant par la quasi-totalité des spécialistes en la matière, force est de reconnaître que le programme économique frontiste – « un programme suicidaire pour la France » selon *l'Usine nouvelle* – fait l'objet d'un rejet massif des libéraux. Le grand patronat français est favorable à la mondialisation et demeure très hostile à toute forme d'encadrement des activités économiques par l'État.

Évolutions

Et pourtant, cette « défiance » semble cependant de moins en moins réelle. Tout d'abord, le patronat est loin d'être monolithique. Plus on descend dans la hiérarchie sociale des dirigeants d'entreprise et plus le FN devient populaire : le « cœur de cible » de l'électorat FN demeure ainsi affilié ou proche de l'U2P (Union des entreprises de proximité, ex-UPA) qui regroupe commerçants, professions libérales et auto-entrepreneurs, à l'instar de nombreux proches, élus ou cadres du parti d'extrême droite eux-mêmes dirigeants d'entreprises : Thibaut de la Tocnaye, Charles Perrot, Axel Loustau, certaines figures comme Mikael Sala et Jean-Michel Dubois étant aussi dirigeants de la CGPME (aujourd'hui CPME), le syndicat des petites entreprises. Bienveillant à leur égard, le FN a lancé ces derniers mois le cercle Cardinal (confié à Axel Loustau) à destination notamment des dirigeants de PME-PMI et le collectif Audace ciblant de jeunes chefs d'entreprise.

De plus, le FN est lui aussi loin d'être monolithique : si la ligne protectionniste défendue par Marine Le Pen et Philippot domine, Marion Maréchal Le Pen et son entourage demeurent quant à eux nettement plus libéraux. En témoigne l'accueil triomphal fait à Marion Maréchal Le Pen lors d'une manif de « travailleurs indépendants » contre le RSI en 2015. Autre illustration de ces sympathies ultra libérales : lors des débats parlementaires sur la loi travail, Marine Le Pen avait dû désavouer publiquement les sénateurs et députés FN (tous élus du Sud) qui avaient proposé des amendements aggravant encore la loi El Khomri dans le sens de la précarité des travailleurs, à l'inverse des discours officiels du FN.

Désir mutuel ?

Enfin, et peut-être surtout, l'accession inattendue de Trump au pouvoir aux USA mais également la place croissante de Marine Le Pen dans le paysage politique semble avoir accéléré un désir mutuel de rencontre FN-patronat. Contrairement aux refus qui constituaient la règle jusque-là, Pierre Gattaz a ainsi décidé le 16 janvier dernier d'inviter officiellement le FN à présenter ses thèses économiques devant les principales fédérations du Medef. La rencontre prévue début mars et tant attendue par Marine Le Pen – une consécration ! – a déjà été déminée par l'économiste libéral et eurodéputé frontiste Bernard Monot : « *Le FN est l'ami de toutes les entreprises, du petit commerçant, au géant français du CAC 40* »². Considérant une victoire de Le Pen comme une hypothèse à ne plus exclure, les grandes banques d'affaires³ et les grands gérants internationaux⁴ ont également pris les devants et accueillent désormais les conseillers économiques du parti d'extrême droite⁵. Si peu d'infos filtrent de ces rencontres, on peut d'ores et déjà affirmer que les classes populaires en sortiront perdantes.

Si nous n'en sommes pas encore à analyser les liens qui unirent « *Fascisme et grand capital* » tels que décrits par Daniel Guérin, ces rapprochements en prennent sérieusement le chemin.

1 – Les généreuses fées des ciments Lambert se penchent sur le berceau de Jean-Marie Le Pen à la mort d'Hubert Lambert en 1976 : la coquette somme de 30 millions de francs tombe alors dans les poches du leader du FN.
2 – Cité dans *le Figaro* du 17 janvier 2017
3 – JP Morgan, UBS...
4 – Pimco, BlackRock...
5 – Cf. article en anglais <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-02-23/le-pen-aides-met-ubs-blackrock-barclays-to-explain-euro-exit>

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

« Mains propres et tête haute », le FN a fait de ce slogan sa marque de fabrique, il serait le seul parti honnête à dénoncer et vouloir poursuivre tous ceux qui ne respectent pas les règles...

Marine Le Pen déclarait en 2011 : « *Je ne peux pas tolérer que des réseaux de fraudeurs se développent dans l'impunité. Je ne peux pas admettre que l'on puisse mieux s'en sortir en trichant, en violant la règle du jeu et la morale publique plutôt qu'en étant un honnête citoyen qui travaille. Mon mandat sera donc placé sous le signe de la lutte acharnée contre la fraude* », sauf qu'il s'agissait dans son discours de lutter contre la fraude sociale, et non fiscale !

Multiplication des casseroles

Le Front national est rattrapé par les affaires, et elles sont nombreuses... 29 assistants parlementaires (sur les 60 que compte le FN) sont poursuivis pour avoir occupés un emploi fictif, soit un détournement d'argent de 7,5 millions d'euros. Financement illégal de campagnes électorales via le micro-parti Jeanne : le parquet a ouvert une instruction judiciaire en octobre dernier, et soupçonne « *une escroquerie en bande organisée* ». Et en 2014, le père et la fille auraient dans leurs déclarations fiscales sous-estimé d'environ 60% leur patrimoine immobilier. Et s'ajoute à cela l'évasion fiscale et les emprunts russes...

Les casseroles ne datent pas d'hier, elles sont intrinsèquement liées au parti. Ainsi Jean-Marie Le Pen a été poursuivi 17 fois

par le fisc. Dès 1976, c'est-à-dire 4 ans après la fondation du parti, l'administration fiscale s'intéressait à son président suite à l'héritage douteux que lui aurait légué son ami milliardaire Hubert Lambert.

Il est légitime de se demander pourquoi, alors qu'elle est en pleine campagne présidentielle, Marine Le Pen n'exploite pas l'affaire Fillon, l'exemple rêvé pour illustrer son argumentaire du « tous pourris ». La réponse est évidente : son parti est totalement corrompu, il profite largement du système, se targuant d'être le parti du peuple et des ouvriers, en ayant à sa tête des millionnaires...

Posture victimaire

La ligne de défense des frontistes emprunte toujours la même voie. Le FN et sa présidente seraient les victimes d'un complot qui viserait à les abattre au regard du danger qu'ils représenteraient. Une cabale qui serait l'œuvre d'un système politico-médiatique prêt à tout pour court-circuiter leur irrésistible ascension. Ainsi, le communiqué de presse du FN du 20 février suite à une perquisition au siège du parti à Nanterre dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires au Parlement européen, ne dit pas autre chose : il s'agit « *à l'évidence d'une opération médiatique dont le seul but est de tenter de perturber le bon déroulement de la campagne électorale présidentielle et de tenter*

à nuire à Mme Le Pen au moment même où sa candidature effectue une importante percée dans les intentions de vote, notamment pour le second tour ». Se draper dans une posture victimaire, faire référence à un complot et se présenter ainsi comme l'ennemi numéro un du système est une des plus vieilles recettes de l'extrême droite afin d'esquiver le fond des problèmes. Il faut en effet dissimuler ce que révèlent toutes ces affaires.

Car le parti frontiste et ses dirigeants ne sont pas si « anti-système » qu'ils le prétendent. Ils mettent les deux mains dans le pot de confiture et cela depuis des décennies. Un ex-conseiller de la campagne de Marine Le Pen de 2012, Gaël Nofri, a récemment évoqué l'existence d'un « *système de corruption généralisé* » au sein du FN. En outre, c'est à nouveau pour tenter de camoufler cette évidence que la candidate à l'élection présidentielle a refusé de se présenter à une convocation de la police judiciaire le mercredi 22 février, toujours dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires.

Se plaçant au dessus de la justice alors qu'elle exige d'elle plus de fermeté, elle se rapproche encore un peu plus d'une caste politique qu'elle prétend combattre. L'animatrice humoriste Charline Vanhoenacker a vu juste : Le Pen est bien la candidate du « *nanti-système* ».

LES SOLIDARITÉS (INTER)NATIONALES DU FN

L'ambassadeur cubain à Paris était présent, ceux de l'Arabie saoudite, du Cambodge, du Vietnam, de Taiwan et d'Albanie aussi. La Chine et les USA étaient représentés par des diplomates en exercice, ainsi que Singapour. Tout ce beau monde, « les représentants de 42 pays » au total, ont assisté à la conférence de Marine Le Pen sur sa « vision des relations internationales », le 23 février dernier...

On ne peut que spéculer sur les motifs de l'ambassadeur d'un pays comme Cuba d'assister à une telle réunion. Il n'est pas improbable que l'idée selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi principal de longue date (les USA) est forcément mon ami » ait joué un rôle, ainsi que le positionnement de Vladimir Poutine qui – on le sait depuis le crédit russe de 9 millions d'euros attribué au FN en 2014 – soutient le parti lepéniste en France, ne serait-ce que parce qu'il souhaite affaiblir les forces pro-atlantistes et pro-Union européenne. Toujours est-il que, depuis peu, un ami commun (ou perçu comme tel) de Marine Le Pen et de Poutine réside à la Maison Blanche, vu leur admiration commune pour Donald Trump...

Lors de cette conférence du 23 février, Marine Le Pen a donc développé son discours en matière de politique internationale. Outre l'alliance avec le pouvoir russe, elle y a décrit un « *monde multipolaire* » au sein duquel les relations avec d'autres

États servent en grande partie à empêcher les flux migratoires. Ainsi a-t-elle décrit le régime dictatorial du maréchal-président al-Sissi en Égypte comme « *une tour qui nous défendra contre les migrants* » (sic), propos déjà tenus en 2015. Le même sort est réservé aux rapports avec plusieurs États africains. Bien entendu, fidèle à elle-même, Marine Le Pen soutient le régime tortionnaire de Bachar el-Assad en Syrie, présenté comme la seule alternative pour empêcher une prétendue prise de pouvoir par « l'État islamique ».

Devenir une femme d'État...

La cheffe du FN propose aussi d'augmenter les dépenses de défense, à 2% du PIB en début de mandat, et à 3% en fin du quinquennat, tout en gravant la part budgétaire de l'armée dans le marbre de la Constitution française. Concernant l'Union européenne, Marine Le Pen a tout simplement proposé d'« *en finir avec* » elle. Toujours en matière internationale, les 20 et 21 février, Marine

Le Pen a « enfin » pu réaliser un rêve et rencontrer – pour de vrai – un Président ainsi qu'un Premier ministre en exercice. Jusque-là, sa réputation en tant que femme d'État avait quelque peu souffert du manque de crédibilité institutionnelle, et du fait qu'aucun gouvernement ne souhaitait réellement la recevoir. Cette fois-ci, au Liban, ça a été autre chose : à Beyrouth, Marine Le Pen a été reçue par Michel Aoun (chef de l'État, chrétien maronite et désormais pro-régime syrien), mais aussi par le Premier ministre Saad Hariri (sunnite, représentant de la bourgeoisie pro-Arabie saoudite). Si avec Hariri, les choses se sont un peu moins bien passées – ce dernier l'aura mis en garde contre un « *amalgame entre musulmans et terroristes* » –, les rapports avec Aoun n'étaient pas trop mauvais. Il faut dire l'homme, un temps exilé en France dans les années 1990 alors qu'il était contre le régime syrien (puissance alors quasi tutélaire du Liban, avant 2005), a aussi été plus ou moins proche de Jean-Marie Le Pen...

IL N'YA PAS QUE DES ÉLUS CORROMPUS AU FN



PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

Pourquoi ils polluent, rendent malade et tuent... pour longtemps encore

S'il fallait encore démontrer la puissance et la criminalité des grands groupes de l'industrie chimique, il suffirait de se pencher sur les perturbateurs endocriniens (PE).

En 2013, un rapport commun de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du PNUE indiquait que près de 800 produits chimiques sont connus ou soupçonnés d'interférer avec le système hormonal humain. Les PE sont multiples – Bisphénol A, pesticides, parabens, phtalates... – et présents partout : emballages alimentaires, cosmétiques, produits d'entretien, textiles imperméables ou anti-taches, jouets, ustensiles et appareils électroménagers... Les intérêts capitalistes en jeu sont énormes... les effets sur notre santé aussi ! En se fixant sur les organes à la place des hormones qu'ils imitent, les PE perturbent le fonctionnement du système endocrinien qui régule les principales fonctions de notre corps (croissance, puberté, température corporelle, faim, sommeil, libido, rythme cardiaque...). Ils sont responsables de nombreuses maladies : cancers du sein, du testicule, de l'ovaire ou de la prostate, troubles neurologiques, diabète, obésité, puberté précoce, troubles de la fertilité... Pourtant, alors que les « critères d'identification » des PE auraient dû être adoptés en décembre 2013, le 28 février, la Commission européenne a une nouvelle fois renoncé à en fournir une définition, condition préalable à toute réglementation/interdiction.

Manufacture du doute

Pour l'OMS, la définition des PE est simple et claire : « une substance ou un mélange exogène possédant des propriétés susceptibles d'induire une perturbation endocrinienne dans un organisme intact chez ses descendants ou au sein de sous-populations ». Il en va tout autrement au niveau de la Commission européenne où le lien entre les PE et les « effets indésirables sur la santé humaine » devrait être « prouvé », avec un niveau de preuve extrêmement élevé : la démonstration de l'effet, du mode d'action et de relation de causalité entre les deux. Derrière la revendication de « critères scientifiques », les entreprises de l'industrie chimique fabriquent le doute pour repousser toute entrave à leur droit à empoisonner. Des dérogations concernant les pesticides ont aussi été obtenues par Bayer, BASF et Syngenta.

Tous s'activent autour et au sein des institutions européennes. La plus grosse organisation de lobbying européenne est le Cefic (Conseil européen de l'industrie chimique) qui représente 28 000 entreprises chimiques européennes, avec un budget annuel de 40 millions d'euros et plus de 150 employés. Ourdisent à ses côtés l'ECPA (European crop protection association) et Crop Life International à l'échelle mondiale pour les pesticides (Monsanto, Dupont, Dow Chemicals), l'American Chamber of Commerce et l'American Chemistry Council, pour les industriels étatsuniens.

Plus que jamais, « Nos vies, pas leurs profits ! »

Commission nationale écologie

AULNAY-SOUS-BOIS (93)

« Un laboratoire du travail social low cost ? »

Entretien. Boualem Hamadache est secrétaire général du syndicat SUD au Conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Avec lui, nous revenons sur la situation dramatique du service social à Aulnay-sous-Bois.

Qu'en est-il de la réalité du service social d'Aulnay-sous-Bois ?

Depuis décembre 2014, c'est un cauchemar éveillé pour les habitantEs d'Aulnay-sous-Bois qui rencontrent des difficultés pour accéder au service social. En effet, le maire LR Bruno Beschizza a décidé unilatéralement de mettre fin à la convention de partenariat historique depuis 1996 relative au service social entre la ville et le département. C'est ainsi que, depuis décembre 2014, les habitantEs de cette ville n'ont plus accès à un service social digne de ce nom. La décision de la ville d'Aulnay-sous-Bois de restituer la circonscription de service social au Conseil départemental a pris effet le 27 juillet 2015. Depuis décembre 2014, les habitantEs rencontraient les plus grandes difficultés à se rendre au service social, car l'activité se ralentissait, cette situation entraînant le départ des collègues assistantes sociales jusqu'à l'arrêt définitif, à compter du 31 octobre 2015.

Le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis a voté au Comité technique du 16 janvier 2016 la mise en place d'un service social à Aulnay-sous-Bois mais pour l'instant très restreint... Seulement six assistantes sociales avec des missions prioritaires resserrées : protection de l'enfance, prévention des expulsions locatives, signalements et suivis des majeurs vulnérables, insertion et accès à l'emploi, et prise en charge de l'hébergement hôtelier. À ce jour et dans l'attente de locaux définitifs, l'équipe est localisée à Bobigny et ne peut recevoir les habitantEs d'Aulnay-sous-Bois que 6 demi-journées par semaine dans des locaux pas adaptés. Cette situation ne peut plus durer plus longtemps



À Aulnay-sous-Bois, recherche service social désespérément... DR



La ville et le département se renvoient la responsabilité. Qu'en est-il ?

La responsabilité première revient au maire de cette ville qui unilatéralement a décidé de mettre fin à la convention entre la ville et le département. C'est un oukase irresponsable ! La propagande du maire peut

s'en défendre dans son journal municipal *Oxygène*, si mal nommé car il rend la vie « irrespirable » aux pauvres en général et aux Roms en particulier, avec deux arrêtés anti-mendicité condamnés devant le tribunal administratif de Montreuil. Mais après plus de deux ans, le département doit trouver une solution, car il n'est pas possible de laisser se dégrader à ce point la situation sociale dans la troisième ville du département. Le département doit arrêter de se faire balader par la ville dans la recherche de locaux. Comment imaginer après deux ans qu'il n'y ait pas de locaux adaptés dans

une ville qui était candidate à l'accueil du village olympique ? Autant jeter l'éponge tout de suite pour l'organisation des jeux Olympiques si le département n'est pas capable de trouver des locaux adaptés ! Heureusement que le département est plus « dégourdi » en ce qui concerne la construction des collèges...

Quelles sont les réactions de la population ?

Certainement un fort sentiment d'abandon, d'injustice et de rupture d'égalité de traitement entre habitantEs du département. Au moment où la France entière, le monde, se révolte contre ce crime policier abject à Aulnay-sous-Bois, le département ne peut laisser perdurer un service public dégradé au service social de cette même ville.

Quelle est la situation dans d'autres villes du département ?

Il y a une très grave situation de crise au Blanc-Mesnil, où il ne reste plus que la responsable du service social et une assistante sociale.

Quelles sont les prochaines actions prévues pour les personnels ?

Nous interpellons à toute occasion les représentants du département. Nous nous mobilisons dans toutes les intersyndicales contre la dégradation du service public, comme pour la manifestation du mardi 7 mars, et nous nous associons à la réflexion des professionnelles dans les EGATS (États généraux alternatifs du travail social).

Un mot de conclusion ?

Nous avons aussi publié une brochure *les Fosseyeurs du travail social* que nous vous invitons à vous procurer¹. Nous nous demandons de quoi le service social d'Aulnay-sous-Bois est-il le nom ? Un laboratoire du travail social low cost ? Défendons un service public de qualité pour tous les habitantEs de Seine-Saint-Denis.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1 – Écrire à sud@cg93.fr

POLICE En mode hyper-autoprotection !

Les policiers municipaux, ceux de la nationale, les agents de sécurité de la RATP et de la SNCF, les gendarmes et les militaires de l'opération Sentinelle, tous sont concernés.

Aux gendarmes et policiers nationaux, le ministre de l'Intérieur annonce le doublement des 2600 premières caméras, ainsi que sa volonté de « passer un marché dans les prochains mois pour que l'ensemble des militaires et fonctionnaires intervenant en ZSP soient tous équipés ».

Aux policiers municipaux, dont la fonction première était juste de faire respecter les arrêtés municipaux, il affirme que les caméras individuelles sont « pour la lutte contre le crime organisé, le terrorisme, dans les zones à

Un décret du 1^{er} mars portant sur la loi sur l'égalité et la citoyenneté (!) systématise le port de caméra individuelle lors des contrôles, dans 23 zones de sécurité prioritaires (ZSP) situées sans surprise dans les quartiers populaires.



PHOTO THÉQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

risque ». Aux agents de sécurité de la RATP et de la SNCF, il explique qu'elles « limiteront les incivilités et accéléreront la collecte des preuves s'il y a procédure judiciaire ».

Vrais problèmes, fausses solutions

Après les armes pour tous les corps de sécurité, le ministre renforce la cohésion par la toute-puissance « des troupes » vis-à-vis de la justice : « les caméras permettront la protection judiciaire en cas de contestation d'une de leurs interventions ». Un message bien reçu notamment par J-C Duhamel du Syndicat de défense des policiers municipaux : « ça limitera les accusations mensongères contre les agents, mais nous ce qu'on veut, c'est être armé, il n'y a pas de raison qu'on ne puisse

pas se défendre contre les délinquants »...

Encore une fois, ce décret renforce l'institutionnalisation de la discrimination, amalgamant encore terrorisme, délinquance et quartiers populaires. Quant au récépissé de contrôle d'identité, il semble définitivement enterré. Même si cette « solution » ne règle pas le fond du problème, dans certaines villes européennes, sa mise en place a permis de quantifier, de faire baisser les discriminations au faciès et de diminuer le nombre ahurissant des contrôles. À suivre.

Roseline Vachetta

7 MARS

Par dizaines de milliers contre la casse de l'hôpital et des services publics

Plusieurs milliers de manifestantEs à Paris, Toulouse ou Lyon, plusieurs centaines à Brest, Quimper, Valence, Saint-Étienne et bien d'autres villes en région. À Paris, grosse mobilisation de Force ouvrière, un cortège dynamique de Solidaires, et du côté de la CGT, plus traditionnel, un peu âgé et d'un dynamisme modéré. Des cortèges très animés pour les infirmierEs, les étudiantEs en orthophonie.

Cette journée de mobilisation a été lancée mi-décembre par l'intersyndicale CGT-FO-SUD santé et action sociale, dans

la foulée de la journée de mobilisation plutôt réussie du 8 novembre dernier. En cause, la poursuite d'une politique d'austérité imposée au secteur public

AIR FRANCE**« Pas de pognon, pas d'avion! »**

Ce mardi 7 mars se tenait la première réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO) à Air France.

Ces NAO avaient lieu dans un climat tendu après l'annonce de fortes augmentations du Comité directeur d'Air France. Deux semaines après avoir présenté une hausse de 67% en Comité centrale d'entreprise (CCE), la direction a fait une tombola de chiffres : 67%, 41%, 17% ou 5,5% d'augmentation pour les patrons de la boîte ? Dans tous les cas, c'est sans commune mesure avec ce qu'ont touché les salariéEs qui n'ont pas eu de hausse générale des salaires depuis 5 ans ! Janailac, le nouveau président, s'est dit « agacé » par cette « histoire »... Il faut rappeler que son arrivé à la tête du groupe AF-KLM a pour lui aussi été synonyme d'une sacrée hausse de rémunération : passage de 450 000 euros chez Transdev à 600 000 euros de part fixe et autant de part variable à AF-KLM. Sa part variable étant notamment liée au bon « dialogue social », il n'est pas sûr qu'il la mérite et la touche entièrement !

Direction sous pression

Les salariéEs se sont donc réunis ce mardi matin devant le siège d'Air France pour réclamer des augmentations de salaires



Les profits décollent, les salaires aussi ? PHOTO THÉO ROUGE / MILO

à l'appel d'une large intersyndicale : SUD Aérien, FO, CGT, UNSA, ALTER appelaient à la grève, d'autres organisations de navigants se joignant au mouvement sans appeler à la grève. Aux cris de « Pas de pognon, pas d'avion! », « Dirigeants indécents » ou « On veut notre part du gâteau » (Gilles Gateau est le DRH...), un petit millier de salariéEs étaient réunis. Ils se sont ensuite rendus devant la salle dans laquelle se tenaient les négociations. Si l'accès du siège n'était pas fermé

comme lors du « jour de la chemise », la salle elle-même était protégée par une vingtaine de policiers, armes à la ceinture... Une certaine retenue a été observée par les salariéEs qui ont toujours en tête le 5 octobre et les licenciements qui ont suivi. Certains ont quand même pu rentrer dans la salle pour rencontrer une direction qui n'avait aucune réponse à leurs questions. Puis une manifestation a eu lieu dans le siège de la compagnie. Pour le moment, aucune annonce de la

direction, qui est quand même sous pression alors qu'aucun mouvement significatif n'a eu lieu depuis des années lors des NAO.

Vers de nouveaux trous d'air

Le ciel devrait avoir des trous d'air encore quelque temps car les mouvements de grève se multiplient dans l'aérien.

Les aiguilleurs du ciel sont en grève du 6 au 10 mars à l'appel de l'UNSA sur l'organisation du travail. Une grève des hôtesses et stewards est aussi annoncée à l'appel de l'ensemble des organisations de navigants commerciaux du 18 au 20 mars contre le projet de filiale low cost annoncé par la direction. Ces personnels sont en plus confrontés à la renégociation de l'accord collectif régissant les conditions de travail et de rémunération, renégociation pour laquelle aucun accord ne semble poindre. Et au sol, les salariéEs attendent les propositions de la direction sur les salaires pour de nouvelles actions.

À l'instar du pays, la crise se profile, le ras-le-bol des salariéEs augmente. La température monte...

Correspondant

LYCÉES**Mobilisés contre les violences policières**

Jeudi 23 février, seize lycées de Paris intra muros et plusieurs autres du 92 ou d'Aulnay-sous-Bois étaient mobilisés contre les violences policières, à la suite du viol de Théo Luhaka, ainsi que pour réclamer justice pour Adama Traoré et les autres victimes.

Le mouvement s'est ensuite prolongé la semaine dernière, mardi 28 et jeudi 2 mars.

L'entrée dans la mobilisation des lycéenEs démontre que la colère contre ces violences et ce racisme d'État ne faiblit pas. Au contraire, elle s'étend après une première phase où la révolte était essentiellement portée par la jeunesse d'Aulnay et d'autres villes du 93. Le 11 février à Bobigny avait déjà constitué un temps fort, avec plus de 4 000 personnes rassemblées devant le tribunal. Le dispositif médiatique et policier qui avait alors fonctionné à plein régime n'a donc pas réussi à enrayer une mobilisation plus que légitime.

Pour tuer dans l'œuf la mobilisation, un déferlement de violence et de répression

Le gouvernement a adopté d'emblée une ligne très dure, en déployant devant les bahuts des gendarmes mobiles en plus des désormais traditionnelles brigades anti-criminalité. À plusieurs reprises, des lycéens ont été atteints par des tirs de flashball, et les policiers intervenaient directement pour disperser les blocus. À Nation, lieu de rendez-vous des manifestations, ils cherchaient à empêcher à tout prix l'expression des jeunes à grand renfort de gaz et de charges. Mardi 28, la manif était coupée au bout de 300 mètres, et une partie des manifestants nassés pendant deux heures et contrôlés un à un. Des dizaines de lycéenEs ont d'ores et déjà été interpellés et vont passer en procès. Face à cette tentative de les terroriser, nous défendons le droit des lycéenEs à se réunir, à s'exprimer, à se révolter.



Robocop vs lycéens... DR

Aux lycéens de prendre en main leur mobilisation !

Le coup de massue orchestré par le gouvernement a trouvé face à lui une jeunesse déterminée, mais avançant souvent en ordre dispersé. Le fait est que déterminer les dates de mobilisations, les horaires et lieux de rendez-vous à quelques militantEs sur les réseaux sociaux ne permet pas de faire face correctement à une telle pression. Pour être plus forts, plus à même d'agir collectivement, de se défendre et de penser un plan commun, discuter sur son lycée en organisant des assemblées générales et se coordonner avec l'ensemble des bahuts mobilisés grâce à des AG interlycées est manifestement indispensable. C'est ce fonctionnement démocratique que nous défendons.

Secteur jeune du NPA

PÔLE EMPLOI Mobilisés contre la liquidation !

En effet, c'est à un véritable démantèlement auquel nous assistons : la direction liquide l'activité dite « gestion des droits », c'est-à-dire rien de moins que le traitement des allocations des chômeurs. Avec la sous-traitance et la déclaration sociale nominative¹, la direction prétend que cette activité baisse de 30%... Peu importe si tous les dossiers automatisés et sous-traités entraînent de multiples erreurs dans les calculs ! Avec l'ex-patron d'AXA, actionnaire indirect de la société qui a récupéré le marché, la direction organise le transfert de l'activité au privé. L'attaque contre cette fonction n'est que le début d'une remise en cause plus globale prévue dans le cadre du plan Pôle emploi 2020.

Externalisation et sous-traitance massive, attaques contre l'ensemble des métiers de Pôle emploi, etc. Les agents avaient plein de raisons d'être en grève ce lundi 6 mars.

Malheureusement, la mobilisation a été diversement suivie selon les régions (9% en Île-de-France, 26% dans la région Hauts-de-France... selon la direction), avec un taux de 13% au niveau national.

Une riposte pas à la hauteur

À Paris, une manifestation rassemblant environ 250 personnes s'est dirigée vers la direction générale qui était protégée par un dispositif policier complètement disproportionné. En régions (Aquitaine, Bretagne), plusieurs actions d'occupation des directions régionales ont eu lieu. Les

associations de chômeurs étaient présentes et avaient diffusé un communiqué de soutien. Cette mobilisation n'est évidemment pas à la hauteur de ce qui serait nécessaire. Force est de constater que les directions syndicales ne se sont pas donné les moyens de mobiliser massivement : peu d'AG et de visites d'agences pour discuter et convaincre, pas de montée nationale prétendument pour faute de temps (FO mobilisant par ailleurs uniquement pour la seule grève du mardi 7 mars). Les organisations syndicales représentatives au niveau national sont

bien trop occupées à « négocier » avec la direction générale...

Pourtant en Île-de-France, une assemblée générale réunissant 700 personnes avait eu lieu, mais dans la foulée, quasiment aucun travail de mobilisation n'avait été fait pour élargir et convaincre. Alors que dans les agences où le travail de conviction a été fait, les agents étaient bien en grève. Et le 7 on a continué ! Les grévistes de Pôle emploi ont rejoint ce jour-là la manifestation santé-fonction publique.

Correspondant

1 – Chaque mois, l'entreprise transmet une déclaration mensuelle qui est le reflet exact de la paie du mois.

dont, côté santé, le plan de réduction des dépenses de 3,5 milliards d'euros qui aboutira à la suppression de 22 000 emplois et 16 000 lits d'hospitalisation. C'est contre ces politiques que se sont développées de nombreuses luttes sur lesquelles s'était construit le succès de la mobilisation du 8 novembre dernier, où, dans de nombreuses villes, les personnels avaient fait grève, rejoints souvent par les étudiants infirmiers, et où les manifestations avaient – comme à Toulouse, Tours, Angers, Bordeaux, Marseille... – réuni des centaines de participantEs combattifs.

Des programmes qui inquiètent

Depuis, la campagne présidentielle n'a fait qu'augmenter les interrogations et les inquiétudes des personnels. La virulence des attaques portées notamment par Fillon a placé la question de la protection sociale



La santé manifeste, à Paris mardi 7 mars. RP

au cœur de la campagne électorale. Les propositions de Macron visant à l'« étatisation » de la gestion de l'Unedic, et la proposition, même corrigée, de revenu universel d'Hamon vont continuer à

susciter débats et inquiétudes. Elles ont comme point commun de refuser de s'attaquer de front au chômage et de prolonger les politiques d'attaques contre les services publics.

C'est dans ce contexte que les autres fédérations et syndicats de la fonction publique CGT, FO, FSU et Solidaires avaient également lancé des appels à la mobilisation et à se joindre aux cortèges, de même qu'un collectif d'une dizaine d'organisations d'infirmiers et des internes. Les fonctionnaires territoriaux, y compris la fédération autonome (FA), dénoncent « les attaques contre le service public local » et la baisse des dotations de l'État. Plusieurs fédérations CGT (équipement, poste et télécoms) ont également appelé, de même que diverses organisations de retraitéEs, d'usagerEs et d'étudiantEs. Et finalement, certains secteurs de la CFDT santé-social ont même appelé à manifester ce mardi.

Sortir du climat nauséabond

Pourtant, si les motifs de colère ne manquent pas, le refus des directions syndicales du

secteur de la santé à s'appuyer sur les mobilisations du secteur et le sentiment d'une manifestation fourre-tout ont suscité bien des hésitations. Et la volonté des secteurs de la CGT de la fonction publique de marquer un temps fort dans la campagne présidentielle n'a pas non plus complètement convaincu les salariéEs. Mais au total, avec le rayon de soleil parisien, on sentait chez les manifestantEs l'envie de sortir du climat nauséabond de la campagne présidentielle. De nombreux manifestantEs sont venus saluer Philippe Poutou, nous encourageant à « tenir bon » et souhaitant que nous arrivions au bout de notre recherche des 500 parrainages. Car le message de Philippe est clair : c'est par les mobilisations, les luttes, les grèves, que l'on parviendra vraiment à stopper les politiques de destruction des services publics.

Robert Pelletier

YÉMEN

De la guerre à la famine

C'est une guerre largement oubliée ici mais qui sévit depuis plusieurs années. Mais les humanitaires y pensent, par la force des choses...

Ainsi, dans ce pays d'environ 26 millions d'habitants, deux millions de personnes dépendaient d'une aide alimentaire d'urgence fin janvier. Fin février, c'est même le chiffre de 7,3 millions de personnes qui a été évoqué auprès des Nations unies, qui chiffreraient le besoin d'aide urgentissime à 1,7 milliard de dollars. Le 26 janvier, le dirigeant des opérations humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, évoquait « la plus grande urgence pour la sécurité alimentaire dans le monde ». 14 millions de Yéménites ont par ailleurs besoin d'un soutien alimentaire venu de l'extérieur. Les réserves de blé du pays sont en train de s'épuiser, et 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition, soit une augmentation de +53% par rapport à la situation de 2015.

C'est essentiellement le blocage des ports du pays qui est responsable de cette situation catastrophique, ainsi qu'un arrêt des transactions des banques avec le Yémen, alors que ce pays dépend largement des importations. Dans un rapport élaboré par un groupe d'experts des Nations unies rendu public fin février, il est écrit que « toutes les parties (du conflit armé) ont fait obstacle à la distribution de l'aide alimentaire dans le pays »...

Ces parties belligères sont essentiellement d'un côté une coalition menée par l'Arabie saoudite (soutenue par les monarchies arabes et notamment



Le Yémen court vers la catastrophe... DR

les Émirats arabes unis), et de l'autre une alliance de circonstance entre l'ex-président Ali Abdallah Saleh (déchu en 2012 suite à une révolte dans le contexte du « printemps arabe ») et des miliciens chiites. Alors que pendant ses années au pouvoir (1979 à 2012), Saleh s'était surtout appuyé sur l'Arabie saoudite voisine et les USA, une fois évincé, il s'est rappelé qu'il était lui-même chiite... Et alors qu'il avait combattu le groupe armé des houthis, une rébellion de type intégriste issue de la minorité chiite du pays, il s'est rapproché de ces mêmes houthis après son remplacement au palais présidentiel par son ancien vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi (élu en 2012 lors d'une élection où il fut le seul candidat...).

Le jeu des puissants

L'alliance Saleh-houthis a conquis une large partie du pays en 2014, ce qui a déclenché en mars 2015 une intervention militaire de l'Arabie saoudite appuyée par des régimes arabes sunnites. La guerre, dont le nombre de morts civils était chiffré à 10 000 fin 2016, a donc pris des allures de conflit confessionnalisés. Mais c'est aussi une lutte d'influence entre le régime saoudien et son grand rival chiite, le régime iranien, soupçonné d'appuyer les houthis.

La coalition dirigée par le régime saoudien bloque les ports du pays, surtout ceux de la Mer rouge, ce qui empêche les importations alimentaires d'entrer. Le principal port, celui de Hodeïda, est toujours tenu par les houthis, alors que le président Rabo a pu reprendre celui de Moka.

Les USA, qui se contentaient jusque-là d'appuyer les monarchies du Golfe (alors que l'Arabie saoudite est aussi armée par la France et l'Allemagne), se sont mêlés du conflit ces dernières semaines. Les Saoudiens sont soupçonnés de complaisance avec les forces djihadistes sunnites, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et dans une moindre mesure Daesh opérant dans le pays. Or, depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, les USA ont bombardé les combattants d'AQPA. Le 29 janvier, un premier raid étatsunien contre une mosquée et un dispensaire à Yakla a tué 57 personnes... dont au moins 16 civils. Et le Yémen figure aussi sur la liste des pays – initialement sept, désormais six puisque l'Irak a été retiré de la liste – dont les ressortissants sont interdits d'entrée aux USA par l'administration Trump...

Bertold du Ryon

USA Trump: « De nouveau gagner des guerres »

Le 28 février dernier, Trump prononçait son premier discours sur l'état de l'Union – en gros, le programme pour l'année à venir – devant les deux chambres du Congrès.

Cérémonie oblige, il a adopté l'attitude dite « présidentielle » pour appeler à l'unité nationale, sans insulte ni agression. Les commentateurs s'en félicitent... sauf que le fond de sa politique reste exactement le même : nationaliste, protectionniste, raciste, militariste, comme ses méthodes provocatrices.

Goldman Sachs au pouvoir

Les maîtres d'œuvre de sa politique, recrutés auprès de Goldman Sachs, s'occupent de mettre en place les volontés de Wall Street toujours euphorique. D'abord, ils lancent un plan de relance chiffré maintenant à 1 000 milliards de dollars d'investissements publics et privés pour des grands travaux censés créer « des millions d'emplois ». Ensuite, ils poursuivent leur politique de dérégulation financière et de mise en place de taxes sur les importations de produits étrangers. Puis, « mon équipe économique est en train de développer une réforme fiscale historique qui va réduire le taux d'imposition de nos entreprises de manière à ce qu'elles puissent affronter la concurrence (...). Dans le même temps nous allons offrir des réductions massives d'impôts à la classe moyenne », dit Trump.

« Le statu quo est intenable. Pendant trop longtemps, les Américains ont perdu des parts de marché au profit d'autres pays, en partie parce que nos entreprises et nos travailleurs



n'ont pas eu de réelle possibilité de se mesurer à la concurrence étrangère », assure sans sourciller l'équivalent américain du ministère du Commerce extérieur (USTR) dans son plan d'action annuel remis au Congrès pour justifier les mesures protectionnistes à venir.

« Il faut enfin appliquer nos lois sur l'immigration », en accentuant la politique déjà menée par Obama. Les surenchères contre les migrants continuent, avec le projet maintenu du mur et le nouveau décret anti-migrants reprenant l'essentiel du premier (recalé par les juges). Dans sa campagne démagogique contre les immigrés, Trump a décidé de créer un bureau spécial pour les victimes

de crimes « d'immigration » baptisé VOICE (Victims of immigration crime engagement), une machine de guerre contre les migrants.

Protectionnisme et militarisme

« Nous devons gagner, nous devons commencer à de nouveau gagner des guerres »... Trump veut « une hausse historique » des dépenses du Pentagone pour avoir les moyens de mener des guerres qui ne seront pas que commerciales. Ces 54 milliards de dollars en plus, soit environ 9%, seraient compensés en particulier par une réduction de l'aide internationale. Ils comprennent 35 milliards de hausse déjà pré-budgétée par

Obama, mais ils ont un sens très politique : une propagande militariste et nationaliste pour montrer à la face du monde que l'Amérique entend rester la première puissance mondiale. Ils visent aussi à justifier le choix de ne plus payer « pour la défense de ses alliés », en Europe via l'Otan, ou en Asie via les alliances stratégiques nouées avec des pays comme le Japon ou la Corée du Sud. Avec 3,3% du PIB, soit plus de 600 milliards de dollars, le budget militaire des USA est de loin le plus important du monde, près de trois fois plus que la Chine, la deuxième puissance militaire mondiale, et plus de huit fois plus que la Russie. Les fabricants d'armes américains se frottent les mains, et Républicains et Démocrates tombent d'accord...

La main de Moscou ?

Ceci dit, Trump est resté très discret sur les affaires étrangères, si ce n'est pour dire que son rôle n'était pas « de représenter le monde mais de représenter les États-Unis » ! Une prudence qui essaye d'éviter de nouveaux impairs. Et pour cause : après son conseil à la Sécurité nationale et son ex-directeur de campagne, c'est au tour de Jeff Sessions, le ministre de la Justice, d'être pointé du doigt pour ses contacts avec Moscou. Lors de son audition, il a passé sous silence au Sénat deux entretiens avec l'ambassadeur russe à Washington. Sa démission est demandée.

En réponse, Trump accuse – par tweet – Obama de l'avoir mis sous écoute téléphonique durant la campagne présidentielle. Le tout nouveau style « présidentiel » n'empêche pas les attaques complotistes contre les Démocrates, eux-mêmes enfermés dans les joutes institutionnelles. Et ce n'est pas d'eux que pourra venir une réelle opposition, mais bien des travailleurs et de la jeunesse.

Yvan Lemaître

TURQUIE Le combat pour le Non au référendum

À six semaines du référendum concernant des modifications constitutionnelles permettant l'instauration d'un régime présidentiel autocratique, le régime ne voit pas d'inconvénient à dépasser les bornes dans la criminalisation du Non.



Erdogan ou la tentation dictatoriale... DR

concentrent principalement sur les atteintes aux droits démocratiques, les revendications sociales sont les grandes absentes. Mais cependant chaque nouvel acte de répression de la part du régime nourrit le Non, comme par exemple par un décret-loi l'exclusion de leur profession de 180 universitaires signataires de la pétition pour la paix. Le vaste mouvement de solidarité avec ces universitaires limogés (dont l'auteur de cet article ainsi qu'un autre membre de la section turque de la IV^e Internationale) s'est spontanément intégré à la dynamique du Non.

Ouvrir une brèche

Les pourcentages d'intentions de vote semblent assez proches, même si chaque institut de sondage privilégie le Oui ou le Non selon sa position politique. Toutefois la possibilité d'une victoire du Non est cette fois-ci bien réelle, principalement en raison de la crise de l'extrême droite. Si celle-ci ne mettra sûrement pas fin à la dérive autoritaire et aux tentations dictatoriales d'Erdogan, elle fournira le potentiel pour une puissante résistance face à une nouvelle vague de répression que le Duce turc engagera

très probablement pour se venger de cette défaite.

Au niveau international, alors que la victoire de Trump n'a pas donné les résultats qu'Ankara espérait, à savoir un changement radical de politique sur la question kurde avec le retrait du soutien de Washington au PYD, la crise diplomatique avec l'Allemagne amorcée la semaine dernière s'intensifie. En effet après avoir qualifié de « pratiques nazies » l'annulation de trois rassemblements publics en Allemagne auxquels Erdogan s'est exclamé : « Si je le veux, je viendrai en Allemagne ; si vous m'arrêtez à la porte et ne me laissez pas parler, je mettrai le monde sens dessus-dessous »...

Le discours agressif d'Erdogan, dans sa position politique. Toutefois la possibilité d'une victoire du Non est cette fois-ci bien réelle, principalement en raison de la crise de l'extrême droite. Si celle-ci ne mettra sûrement pas fin à la dérive autoritaire et aux tentations dictatoriales d'Erdogan, elle fournira le potentiel pour une puissante résistance face à une nouvelle vague de répression que le Duce turc engagera

D'Istanbul, Uraz Aydın

Essai

Vie de ma voisine, Geneviève Brisac

Grasset, 2017, 14,50 euros

On ne saurait trop féliciter Geneviève Brisac de s'être dans ce livre effacée devant sa voisine, Jenny Plocki...

Un personnage bien réel, cette Jenny née en 1925 et dont la vie est traversée par tous les espoirs et tragédies du 20^e siècle. Ses parents, Juifs venus de Pologne, ouvriers puis très petits commerçants sur le marché d'Aubervilliers, participent aux manifestations du Front populaire et suivent avec effroi les procès de Moscou. Ils sont arrêtés le 16 juillet 1942 et seront déportés. Jenny et son frère plus jeune en réchappent car le temps n'est pas encore venu de déporter les Français (les deux enfants sont nées en France) et, surtout, leurs parents leur expliquent qu'ils doivent partir, ne pas rester avec eux. Jenny et Maurice survivent dans une semi-clandestinité. À la Libération, Jenny adhère naturellement au PCF, le « parti des fusillés ». Le premier choc est d'y retrouver le flic qui a arrêté ses parents... Puis, comme elle manifeste des réticences vis-à-vis des discours qui ne font pas la distinction entre Allemands et nazis, ça ne traîne pas : elle est cataloguée comme trotskiste. Les trotskistes, elle va les rencontrer mais ils sont trop bolcheviks pour elle, et elle adhèrera donc au groupe dissident « Socialisme ou barbarie ». Elle vit les joies et les peines d'une jeune femme (d'une époque de répression de la contraception et de l'avortement). Elle devient ensuite institutrice, se dépensant sans compter pour ses élèves, utilisant les méthodes actives de l'éducation nouvelle (école Freinet).

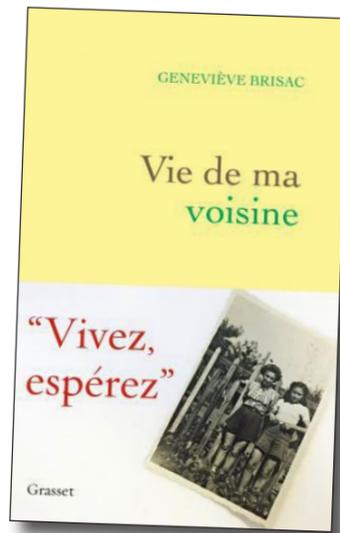
Une vie de combat et d'espoir
Elle est la compagne de Jean-René Chauvin (1918-2011), survivant d'Auschwitz, déporté politique, qui, après des années de réticence, publiera son témoignage en 2006 dans *Un trotskiste dans l'enfer nazi*. Jean-René est en effet trotskiste

depuis les années 1930 (presque jusqu'au terme de sa vie, il militera activement à la LCR, participant aux réunions et manifestations) : la nature de l'URSS, Kronstadt... sont l'occasion de disputes périodiques entre Jenny et lui. C'est ensuite l'Algérie et l'engagement contre la guerre coloniale, puis Mai 1968... Jenny est de tous ces combats. Puis, enfin, en 1992 à Moscou, la participation à la première réunion organisée par les ex-déportés des camps soviétiques. Jenny continue de vivre et d'espérer, conformément au dernier

message que son père a pu écrire à ses enfants du train de déportation et qu'un cheminot a ramassé puis posté : « Vivez et espérez ». Jenny, comme Maurice (notre ami Maurice Rajsfus, mais c'est une autre histoire), s'y conforment encore.

Henri Wilno

Interview de Jenny Plocki sur le site de Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/040217/jenny-plocki-survivante-du-vel-d-hiv-c-est-pour-cela-que-je-suis-anar>
1 - *Un trotskiste dans l'enfer nazi*, Jean-René Chauvin, Syllepse, 2006, 20,50 euros

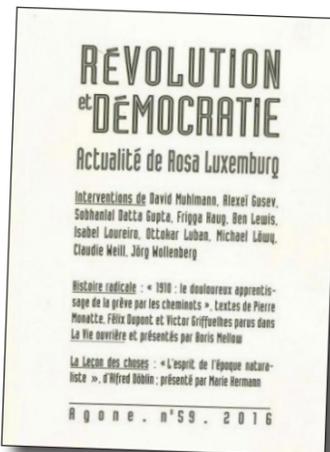


Essai

Révolution et démocratie, actualité de Rosa Luxemburg

Revue Agone n° 59, 2016, 20 euros

« **A**ujourd'hui, la démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable. Elle est nécessaire, parce qu'elle crée les formes politiques (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise, mais elle est aussi indispensable, parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques. » Une citation de Rosa Luxemburg mise en exergue de ce numéro de la revue Agone. Celui-ci reprend des interventions de contributeurs de différents pays et de plusieurs continents à l'occasion d'une conférence organisée à Paris en octobre 2013 par la Société



internationale Rosa Luxemburg proche du Parti de gauche européen. L'apport et l'intérêt de chacune est très inégale. Parmi elles, on apprécie notamment la contribution de Michael Löwy qui souligne que « la démocratie a besoin du mouvement socialiste

et, vice versa, la lutte du prolétariat a besoin de la démocratie pour se développer » et conquérir le pouvoir. Un éclairage est aussi donné par Sobhanlal Datta Gupta sur sa correspondance, insistant sur le fait que « pour elle, la démocratie révolutionnaire et l'internationalisme de la classe ouvrière sont inséparables », ainsi que sur sa lutte contre les conservatismes et routines d'appareil. Les auteurs, souvent universitaires, sont parfois réformistes ou se revendiquent d'un « luxemburgisme » confus qui utilise sa critique solidaire des bolcheviques, en particulier sa brochure *La révolution russe*, contre Lénine. Ce numéro de la revue Agone reste une invitation à lire ou relire Rosa et une introduction aux débats que son œuvre a ouverts. Un rappel toujours utile que révolution sociale, conscience des travailleurs et démocratie sont indissociables...
Yvan Lemaître

Cinéma

Chez nous, Lucas Belvaux

Avec Émilie Dequenne, André Dussollier et Guillaume Gouix. Sortie le mercredi 22 février 2017

Dans une commune du Pas-de-Calais, Pauline Duez, infirmière libérale appréciée de tous, « dégoûtée des politiciens », se voit proposer par Philippe Berthier, un médecin, de se porter candidate aux élections municipales, pour « changer les choses ». Elle hésite. À l'issue d'un meeting d'Agnès Dorgelle, la présidente blonde du Bloc national, au discours social, elle finit par accepter. Pauline est immédiatement encadrée par des envoyés de l'appareil du parti et n'a aucune maîtrise sur les documents de campagne et la composition de sa liste sur laquelle figure Agnès Dorgelle. Aux séances de formation des candidats sont données des consignes sur leur comportement et leur vocabulaire : ainsi ne jamais dire « bougnoule » mais « racaille ». Avec le début de la campagne électorale, la tension monte dans la commune.

Le Bloc ne veut pas prendre de risque avec ses candidats. Berthier s'est porté garant de Pauline, mais elle est cependant suivie discrètement par le service de sécurité qui découvre un problème : sa liaison avec Stéphane, un ami d'adolescence récemment retrouvé. Elle ne soupçonne pas le parcours de celui-ci, mais Berthier le connaît bien : dans le passé, Stéphane a été utilisé aux basses besognes (comme incendier des voitures dans des cités pour permettre au Bloc de dénoncer la « racaille »...). Il a refusé de se mettre à « porter une veste » comme ses compagnons désormais membres de l'appareil de sécurité du Bloc, et s'est rallié à un groupe ultra violent d'identitaires : désormais le Bloc ne veut plus en entendre parler.

Le film a ses faiblesses : on peut ainsi trouver étonnant que Pauline accepte si vite la proposition de candidature, mais Belvaux estime que cela se passe souvent ainsi et qu'il en résulte un très fort taux de démission des élus municipaux du FN (28% des élus aux élections de 2014). *Chez nous* démonte avec efficacité les méthodes d'un parti en quête de respectabilité mais qui n'a pas rompu avec ses origines, même si ses dirigeants sont désormais habillés comme les autres politiciens et tiennent à distance une partie de leurs anciens affidés.

Henri Wilno



Exposition

« Tromelin, l'île des esclaves oubliés »

Au musée d'Aquitaine (Bordeaux) jusqu'au 30 avril 2017

Cette exposition itinérante rend hommage aux esclaves malgaches abandonnés pendant seize ans sur l'île de Sable après le naufrage de l'*Utile* armée par la Cie des Indes orientales en 1761. 140 hommes montent à son bord, tout corps de métier, et partent de Bayonne pour ravitailler l'île de France (île Maurice) et ramener des colonies des soieries, cotonnades, thé, café, épices... Quand l'*Utile* arrive à Foulepointe à Madagascar, il embarque illégalement 160 esclaves grâce à des complicités locales, celle de l'état-major et des officiers marinières, pour les vendre sur les îles Rodrigues dont les planteurs ont besoin de main-d'œuvre. Changement de cap pour le navire, deux cartes de navigation contradictoires, la soif de profit qui fait



naviguer de nuit dans l'océan Indien... et c'est le naufrage sur l'île de Sable ! 210 rescapés, dont 80 esclaves, vont

cohabiter pendant deux mois sur ce bout de terre de 1 km², éloigné de 500 km des premières terres, jusqu'au départ des marins abandonnant les esclaves malgaches et leur faisant la promesse de revenir les chercher. Pendant seize ans, les Malgaches tenteront de survivre sur cet îlot isolé, battu par les tempêtes tropicales et les déferlantes. Et c'est ce que raconte une grande partie de l'exposition, résultat de fouilles archéologiques sous-marines et terrestres débutées en 2006 qui viennent compléter les témoignages des marins du 18^e siècle. Les Malgaches n'auront pour boisson que l'eau saumâtre puisée au fond d'un puits, des sternes et des tortues vertes comme maigre pitance, le feu entretenu avec silex et bois récupérés sur l'épave. Ils réparent et font durer les récipients métalliques avec leurs connaissances

et compétences en métallurgie. Ils revoient l'organisation ancestrale de leur habitat, remettent en cause leurs croyances, collectivement, en construisant un habitat en pierre de corail, pour faire face aux cyclones et déferlantes de cette région de l'océan indien... Une étonnante et dure adaptation jusqu'à leur sauvetage au bout de seize ans. La promesse de sauver les esclaves faite par le 1^{er} lieutenant de l'*Utile* et la montée des idées pour l'abolition de l'esclavage auront raison du refus des autorités de les sauver. Mais quand Tromelin, chef du vaisseau sauveteur débarquera sur l'îlot (on lui donnera son nom), seules sept femmes et un enfant avaient survécu !
Sandrine Alarcon
À lire aussi sur le sujet, une bande dessinée : *Les esclaves oubliés de Tromelin*, Sylvain Savoia, Dupuis, 2015, 20,50 euros

Théâtre

Les jours qui ébranlèrent le monde

Voir au plus près la population du Petrograd d'octobre 1917... Par le théâtre, restituer l'énergie, la saveur et les enjeux de la révolution. Une pièce qui mélange les genres, avec des scènes tantôt réalistes, tantôt décalées, et même chorégraphiées. En s'appuyant sur le livre témoignage du journaliste américain John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, une manière de reconstituer à la façon des impressionnistes le mois d'octobre 1917.

Premières dates :

- au **Cirque Romanès** les 13 et 14 mars à 20 h 30 (Square Parody, Boulevard de l'Amiral-Bruix, Paris 16^e. Métro Porte-Maillot). Réservations : <http://www.billetreduc.com>
 - à l'**Espace Culture de Crépy-en-Valois (60)** le 21 mars à 14 h 30 et 20 h 30 (1, avenue de l'Europe).
 - au **Meux (60)** le 4 avril à 20 h 30 (salle Y. Dupain, rue de la République)
- Plus d'infos : <http://labourlingue-theatre.fr/>



AMIANTE « Des institutions publiques ou privées au service des industriels empoisonneurs »

Peux-tu revenir sur l'historique de ce bâtiment situé à Nantes ?

Le Tripode Beaulieu était une tour de 18 étages qui a été occupée à partir de 1972 par des fonctionnaires et agents de l'État des Finances (Insee et Trésor public) et du ministère des Affaires étrangères. Un restaurant interadministratif fonctionnait au rez-de-chaussée.

Dès le milieu des années 1980, l'intersyndicale s'est construite autour des doutes sur un matériau omniprésent dans cette tour, l'amiante. En effet, les plafonds de l'ensemble du bâtiment étaient en amiante floqué aplati et peint, directement au-dessus de la tête des salariéEs. La poussière blanche était présente sur nos bureaux, chaque intervention technique (électricité, câblage, déplacement des cloisons mobiles) faisait tomber des grappes d'amiante sur les bureaux... Le flocage était omniprésent : piliers béton des bureaux simplement masqués par un capotage d'acier, plafonds de certains placards, gaines de fluide nombreuses dans ce type d'immeuble... Nous l'avons longtemps ignoré, mais l'amiante était également massivement présent dans les allées de fenêtres. L'air frais venant de l'extérieur était donc directement contaminé!

L'immeuble a été évacué en 1992 et 1993 et les personnels relogés. Dans aucun document public publié lors de ces déménagements par les administrations, le mot amiante n'était écrit. Le Tripode est resté vide jusqu'à 2005, date à laquelle il a été désamianté (350 tonnes ont été retirées) puis détruit.

Quelles batailles ont été menées au fil du temps de 1972 à 1993 ?

La prise de conscience collective s'est faite à la fin des années 1970. Nous avons trouvé des alliés : Henri Pézerat du collectif anti-amiante de Jussieu, un professeur de médecine de Nantes et le président du CHS du Centre international de recherche sur le cancer de Lyon. Les trois nous ont alerté sur la gravité de la situation. Nous avons interrogé sur la dangerosité de l'amiante le ministère de la Santé, qui nous a envoyé la brochure du CPA, le lobby patronal et gouvernemental qui le déclarait inoffensif (!) et l'INRS qui s'est contenté de nous envoyer des articles techniques en anglais et des éléments rassurants... Notre mauvais esprit nous a conduit à croire nos trois experts indépendants et militants.

L'amiante est progressivement devenu une priorité : panneaux et tracts syndicaux, manifestations lorsque des travaux étaient effectués sans nous protéger de l'amiante. La création des Comités d'hygiène et de sécurité aux Finances en 1989 a permis de poser la question globale du Tripode. Nous avons obtenu enfin une étude globale par la société CEP dont les experts, à la grande surprise du Président du CHS, ont confirmé la dangerosité de notre exposition.

Quelques manifestations plus tard, la décision de partir était acquise en juin 1991.

Quelle fut l'attitude de l'administration au fil de la mise en évidence

Entretien. Francis Judas est l'un des porte-parole de l'intersyndicale amiante Tripode, qui regroupe les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC, Solidaires et Unsa des implantations locales de l'Insee, des Finances publiques et du ministère des Affaires étrangères et du développement international (Maedi). Avec lui, nous revenons sur un combat de plusieurs décennies contre l'amiante, pour la santé des travailleurs.



des maladies des salariéEs, de vos actions et de l'évolution de la législation ?

Nos premiers morts « évidents » ont été deux ouvriers : Maurice (40 ans) en 1995 et Martial (43 ans) en 1999. Nous n'avons pu arracher après sept ans de luttes qu'une mesure « gracieuse » du ministre Laurent Fabius en 2002, en échange du retrait de plainte des familles. Sept ans de batailles, de coups bas, de mots immondes, d'expertises foireuses. Après cela, nous savions que ce serait pire pour les personnels des bureaux. Nous avons exigé et imposé par la lutte une étude épidémiologique, validée par le CHS Finances... mais bloquée jusqu'en 2004 par Bercy. Les examens de capacité respiratoire (EFR) et les radios passées pour cette étude ont été sabotés. Malgré tout, un net surcroît de cancers, de syndromes respiratoires, un premier mésothéliome et deux asbestoses (fibrose respiratoire mortelle) ont été recensés. Une seconde étude épidémiologique encore plus démonstrative, rendue en 2009, a clos le débat avec l'administration : il y a a bien un effet Tripode incontestable.

Il faut le dire nettement : nous n'avons jamais connu d'avancée sur notre dossier sans lutte opiniâtre. Et dès que nous avons relâché la pression, nous en avons vu les conséquences : étude épidémiologique à la dérive, reconnaissance des maladies professionnelles entravées, oubli de notre dossier. Nous ne comptons plus les occupations des administrations financières, l'amical blocage prolongé de directeurs dans leurs bureaux, les manifestations de rue ou actions symboliques au cours de ces 20 dernières années. Nous avons réalisé un documentaire sur notre lutte, « Une tour, de l'amiante, un combat », réalisé par Catherine de Grissac, réalisé au prix d'un bras de fer avec Bercy. À rebours, nous devons aussi saluer l'implication personnelle en notre faveur de responsables administratifs, y compris de haut niveau, de préventeurs, de médecins de prévention et tant d'autres qui nous ont donné le coup de pouce utile face aux barrages qui nous ont été opposés.

C'est une leçon importante pour les militants que nous sommes.

Lorsqu'on combat des cancérigènes, des mutagènes et des reprotoxiques, on trouve des lanceurEs d'alerte courageux au sein même des institutions publiques ou privées qui nous combattent et qui se placent au service des industriels empoisonneurs.

Quelles ont été vos actions récentes et les réponses de l'administration ?

Nous avons été choqués en juin 2016 par un terrible résultat de la troisième étude épidémiologique de mortalité. Les agents Tripode meurent six ans en moyenne plus jeunes que les agents des Impôts auxquels ils sont comparés. Personne n'a sérieusement contesté ce résultat à ce jour. Il fallait alors d'urgence obtenir enfin le classement du Tripode en site amianté pour permettre aux agents encore actifs (300 environ) de bénéficier d'une cessation d'activité amiante, pour sécuriser nos reconnaissances de maladies professionnelles, et par dignité, pour que soit reconnue cette intoxication massive dont nous avons été victimes.

Nous avons relancé des actions dures autour du 27 février, 12^e anniversaire de la destruction du Tripode : envahissement et occupation de l'Insee pendant un jour et demi, envahissement de la direction départementale des Finances publiques pendant une demi-journée, manifestation de rue le 27 février.

Rappelons que plusieurs ministres ont demandé ce classement au cours de ce quinquennat : M. Moscovici et M. Cazeneuve en 2013, et récemment M. Ayrault, à titre de ministre du Maedi et Sapin, au titre des Finances. Pourtant, le 28 février, le cabinet du Premier ministre a éludé la question et le conseiller social (?) de Sapin, M. Huward, a déclaré face à nos six

ans de vie perdue, à nos malades et nos morts : « pas de pathos ici ! » Est-ce l'effet de cette déclaration fracassante de M. Huward ? Les contacts ont repris et une réunion « juridique » sur le classement se tiendra le 14 mars à Bercy.

Quelles leçons tirer de cette saga de 30 ans ?

Nous constatons encore et toujours que tuer des salariéEs ne coûte pas bien cher dans nos sociétés industrielles et qu'il n'y a jamais d'argent pour la prévention. Nos collègues des Finances publiques de l'immeuble Graslin sont encore confrontés au refus d'une solution globale, alors que personne ne sait plus où est l'amiante dans ce bâtiment... C'est un combat commun. Il existe dans nos administrations sur Nantes, au niveau de nos unions départementales et de nos fédérations, comme partout, une grande diversité d'opinions et des oppositions entre syndicats, qui sont nombreuses et légitimes.

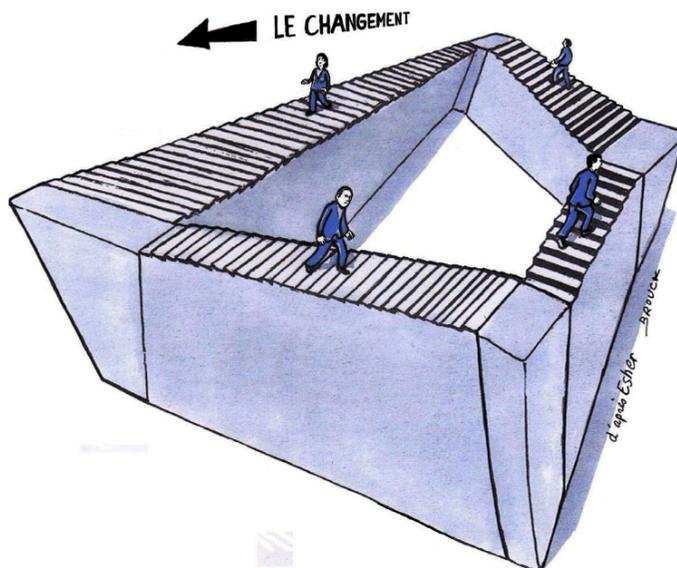
Nous sommes collectivement très fiers d'avoir préservé depuis 30 ans l'unité des personnels et des syndicats autour du Tripode.

Le Tripode est devenu un symbole où on peut mourir de l'amiante ailleurs que dans le monde industriel : nous avons été utiles pour obtenir une circulaire prévention amiante Fonction publique en 2015 qui comporte de nombreuses avancées, pour que soit reconnu le danger liée à la contamination des archives par l'amiante. Nous avons été cités dans le projet de loi qui va déboucher ces prochains jours sur l'accès à la pré-retraite amiante pour les agents de l'État qui sont malades.

C'est pourquoi nous repartirons ces prochaines semaines pour d'autres actions dures.

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde.fr

BAUPIN TIRÉ D'AFFAIRE!

L'enquête ouverte le 10 mai

2016 après les révélations de huit femmes accusant Denis Baupin d'agressions et de harcèlement sexuels a été classée sans suite « pour prescription », même si certains faits étaient « susceptibles d'être qualifiés pénalement », a annoncé lundi 6 mars le parquet de Paris. [...] Au total, quatorze femmes avaient témoigné contre l' élu dans les médias. « Il apparaît que les faits dénoncés, aux termes de déclarations mesurées, constantes et corroborées par des témoignages, sont pour certains d'entre eux susceptibles d'être qualifiés pénalement. Ils sont cependant prescrits », a fait savoir le procureur de la République, François Molins, dans un communiqué. [...]

Trois des quatre élues, Isabelle Attard, Sandrine Rousseau et Ellen Debost, avaient déposé plainte, suivies par Véronique Haché, actuelle directrice d'Autolib, pour une agression sexuelle en 2004, à l'époque où elle travaillait au cabinet du maire de Paris Bertrand Delanoë. La plupart des situations décrites étaient frappées par le délai de prescription de trois ans. Dans les plaintes visant Denis Baupin, les seuls faits pouvant échapper à la prescription étaient ceux dénoncés par la députée du Calvados Isabelle Attard. Elle avait raconté un « harcèlement quasi quotidien de SMS provocateurs, salaces », de juin 2012 à fin 2013.

Denis Baupin a « nié tous faits d'agression sexuelle » et « contesté les accusations de harcèlement sexuel », soutenant que « s'il avait pu envoyer des messages à certaines femmes, il s'agissait de séduction réciproque ou de jeu », a ajouté le parquet. Ces accusations portées contre l'ex-figue du mouvement écologiste avaient relancé le débat sur le harcèlement sexuel dans le monde politique.

« L'enquête sur Denis Baupin classée sans suite pour prescription », Le Monde.fr, lundi 6 mars 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org